

Secrétariat général  
pour l'administration

Service d'infrastructure  
de la Défense Sud-Ouest  
Division PLAN – BACSD/SP



## ANNEXE N°2 : SYNTHÈSE DE L'OPERATION

---

### MONT-DE-MARSAN (40) – BA118 – DEA CONSTRUCTION D'UN BATIMENT D'EXPLOITATION



# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>CADRE GENERAL DE L'OPÉRATION .....</b>	<b>7</b>
1.1	Objet de l'opération.....	7
1.2	Présentation et historique de la BA 118 .....	7
<b>2</b>	<b>DONNÉES DU SITE ET CONTRAINTES .....</b>	<b>7</b>
2.1	Présentation du site .....	7
2.1.1	Situation géographique de l'emprise .....	7
2.1.2	Présentation générale du DEA .....	8
2.1.3	Présentation de la zone dévolue à l'opération .....	8
2.1.4	Réseaux.....	9
2.2	Données physiques .....	10
2.2.1	Topographie du terrain .....	10
2.2.2	Données climatiques .....	10
2.2.3	Risques sismique.....	11
2.2.4	Risques foudre.....	11
2.2.5	Contraintes géotechniques .....	11
2.2.6	Radon .....	11
2.2.7	Plomb.....	11
2.2.8	Diagnostic termites .....	11
2.2.9	Amiante du bâtiment.....	11
2.2.10	Amiante et HAP des voiries.....	13
2.2.11	Pollution industrielle.....	13
2.2.12	Risque pyrotechnique .....	13
2.2.13	Archéologie .....	13
2.3	Contraintes environnementales .....	14
2.3.1	Biodiversité .....	14
2.3.2	Diagnostic écologique.....	14
2.3.3	Plan de prévention des risques naturels .....	14
2.3.4	Installations industrielles à proximité .....	14
2.3.5	Canalisations de matières dangereuses à proximité.....	14
2.4	Données d'urbanisme .....	15
2.4.1	PLU .....	15
2.4.2	Procédures administratives .....	15
2.5	Servitudes.....	15
2.5.1	Servitudes radioélectriques .....	15
2.5.2	Servitudes aéronautiques.....	15
2.5.3	Servitudes pyrotechniques (zones d'effets) .....	15
2.6	État des lieux bâtiminaire .....	16
2.6.1	Etat général du bâtiment services généraux – Z3 (n°0061) .....	16
2.6.2	Etat général du bâtiment local extincteur –AT 15.....	17
2.6.3	Configuration de gestion de la maintenance / exploitation du site .....	17
<b>3</b>	<b>Présentation général du besoin .....</b>	<b>18</b>
3.1	Rappel des besoins.....	18
3.2	Effectifs.....	18
3.3	Mobilier de l'opération inclus dans l'opération.....	18
<b>4</b>	<b>SCHÉMA FONCTIONNEL du bâtiment d'exploitation .....</b>	<b>19</b>
<b>5</b>	<b>SYNTHÈSE DES SURFACES DE L'OPÉRATION .....</b>	<b>20</b>

<b>6</b>	<b>Besoins pour le bâtiment.....</b>	<b>21</b>
<b>6.1</b>	<b>Descriptif Fonctionnel du bâtiment.....</b>	<b>21</b>
6.1.1	<i>Fonction tertiaire .....</i>	21
6.1.2	<i>Fonction locaux communs.....</i>	21
6.1.3	<i>Locaux techniques.....</i>	21
<b>6.2</b>	<b>Descriptif des locaux .....</b>	<b>21</b>
<b>7</b>	<b>RÈGLEMENTATIONS ET EXIGENCES LIÉES À L'OPÉRATION.....</b>	<b>23</b>
<b>7.1</b>	<b>Généralités.....</b>	<b>23</b>
7.1.1	<i>Conditions de travail .....</i>	23
7.1.2	<i>Mixité .....</i>	23
7.1.3	<i>Thermique - Performance énergétique.....</i>	23
7.1.4	<i>Acoustique .....</i>	24
7.1.5	<i>Contraintes ICPE – IOTA .....</i>	25
7.1.6	<i>Sécurité incendie .....</i>	28
7.1.7	<i>Accessibilité des personnes en situation de handicap.....</i>	29
7.1.8	<i>Sécurité intrusion .....</i>	29
7.1.9	<i>Cybersécurité.....</i>	30
7.1.10	<i>Gestion des consommations de ressources sur le chantier.....</i>	30
<b>7.2</b>	<b>Exigences environnementales .....</b>	<b>31</b>
7.2.1	<i>Gestion technique du bâtiment (GTB) .....</i>	31
7.2.2	<i>Qualité des produits et matériaux mis en œuvre.....</i>	31
7.2.3	<i>Gestion des déchets.....</i>	32
<b>7.3</b>	<b>Spécificités techniques liées à l'opération.....</b>	<b>32</b>
7.3.1	<i>Poste de transformation .....</i>	32
<b>7.4</b>	<b>Exigences techniques détaillées liées à l'opération.....</b>	<b>33</b>
7.4.1	<i>Démolition des bâtiments Z3 et AT 15 actuel.....</i>	33
7.4.2	<i>Gros œuvre – Structure et dimensionnement .....</i>	33
7.4.3	<i>Toitures/couvertures.....</i>	34
7.4.4	<i>Façades .....</i>	34
7.4.5	<i>Menuiseries extérieures et protections solaires .....</i>	34
7.4.6	<i>Cloisonnements et doublages .....</i>	34
7.4.7	<i>Menuiseries intérieures – Équipements – Mobiliers.....</i>	35
7.4.8	<i>Revêtements et peinture .....</i>	36
7.4.9	<i>Courants forts .....</i>	37
7.4.10	<i>Courants faibles.....</i>	38
7.4.11	<i>Équipements spécifiques des locaux en courant fort / courant faible .....</i>	38
7.4.12	<i>CVC .....</i>	38
7.4.13	<i>Rafranchissement – Climatisation .....</i>	39
7.4.14	<i>Plomberie – Sanitaire – Gestion des fluides .....</i>	39
7.4.15	<i>Aménagements extérieurs.....</i>	40
<b>7.5</b>	<b>Orientation pour la conception du bâtiment .....</b>	<b>41</b>
7.5.1	<i>Généralités du concept.....</i>	41
7.5.2	<i>Conception architecturale .....</i>	42
7.5.3	<i>Un équipement confortable et agréable .....</i>	42
7.5.4	<i>Des choix constructifs adaptés et performants .....</i>	42
<b>8</b>	<b>HYPOTHÈSE D'AMÉNAGEMENT DE LA ZONE TECHNIQUE .....</b>	<b>43</b>
<b>8.1</b>	<b>Principe général .....</b>	<b>43</b>
<b>8.2</b>	<b>Contraintes et phasage liées à la proposition d'aménagement.....</b>	<b>43</b>
<b>9</b>	<b>MODALITÉS DE RÉALISATION .....</b>	<b>44</b>

<b>9.1</b>	<b>Exigences, contraintes en phase de réalisation .....</b>	<b>44</b>
9.1.1	<i>Accès à l'emprise – Contrôles primaires .....</i>	<i>44</i>
9.1.2	<i>Horaires .....</i>	<i>44</i>
9.1.3	<i>Chantier .....</i>	<i>44</i>
9.1.4	<i>Prévention.....</i>	<i>44</i>
9.1.5	<i>Proposition pour les installations de chantier-phases 1 à 3 .....</i>	<i>45</i>
9.1.6	<i>Proposition pour les installations de chantier- phase 4 .....</i>	<i>46</i>

## GLOSSAIRE

AMPG	: Arrêté Ministériel de Prescriptions Générales
AMO	: Assistance à Maîtrise d'Ouvrage
ARF	: Analyse du Risque Foudre
ATEX	: ATmosphères EXplosives
BIM	: Building Information Modeling
BSEI	: Bureau de la sécurité des équipements à risques et des réseaux
CETID	: Centre d'Expertise des Techniques de l'Infrastructure de la Défense
CSTA	: Centre de Soutien Technique et Administratif
CGA	: Contrôleur Général des Armées
CT	: Contrôleur Technique
DDAE	: Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter
DELPIA	: Direction de l'exploitation et de la logistique pétrolières interarmées
DEA	: Dépôt Essences Air
DIRISI	: Direction Interarmées des Réseaux d'Infrastructure et des Systèmes d'Information
DSEO	: Direction du Service de l'Energie Opérationnelle
DTA	: Dossier Technique Amiante
ECS	: Eau Chaude Sanitaire
EHTPP	: Étude Historique et Technique de Pollution Pyrotechnique
EIB	: Expression Initiale de Besoin
EF	: Étude de Faisabilité
SID SO	: Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest
ICPE	: Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
IOTA	: Installations, ouvrages, travaux et activités pouvant avoir des effets en termes de prélèvements ou de rejets sur l'eau ou de modifications des écosystèmes aquatiques.
IPDE	: Ingrédients, Produits Divers et Emballages
ITA	: Inspection du Travail des Armées
MOP	: Maîtrise d'œuvre Privée
NTI	: Niveau Technique d'Intervention
OPC	: Ordonnancement, Pilotage, Coordination
PDS	: Plan Directeur de Stationnement
PEB	: Plan d'Exposition au Bruit
PLU	: Plan Local d'Urbanisme
PSA	: Plan de Servitudes Aéronautiques
PSH	: Personne en Situation de Handicap
PSR	: Plan de Servitudes Radioélectriques

RCI	: Réunion de Concertation Initiale
REO	: Référentiel des Effectifs en Organisation
SDAGE	: Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SEO	: Service de l'Energie opérationnelle
SDIBdD	: Schéma Directeur Infrastructure de Base de Défense
SIC	: Systèmes d'Information et de Communication
SII	: Système Industriel d'Infrastructure
SPS	: Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé
SSI	: Coordinateur des Systèmes de Sécurité Incendie
USID	: Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense
VRD	: Voiries, Réseaux Divers

## 1 CADRE GENERAL DE L'OPÉRATION

### 1.1 Objet de l'opération

L'objectif principal de cette opération est de permettre le regroupement de l'ensemble des unités du Dépôt des Essences Air (DEA) de la base aérienne 118 dans un unique bâtiment de commandement.

En effet, les différentes unités du DEA de Mont-de-Marsan sont actuellement disséminées dans différents bâtiments vétustes et inadaptés aux besoins de la formation. Cet éclatement inapproprié des unités ne permet pas un fonctionnement optimal du DEA et ne correspond plus aux ambitions actuelles et futures du SEO.

Ainsi la construction du bâtiment d'exploitation optimisera le fonctionnement du DEA autour de sa mission de soutien pétrolier de la plateforme aéronautique de Mont-de-Marsan. Par ailleurs, certains bâtiments seront démolis à l'issue de la construction du bâtiment d'exploitation.

### 1.2 Présentation et historique de la BA 118

Le projet est situé sur l'emprise de la base aérienne 118 implantée principalement sur la commune de Mont-de-Marsan, dans le département des Landes (40).

## 2 DONNÉES DU SITE ET CONTRAINTES

### 2.1 Présentation du site

#### 2.1.1 Situation géographique de l'emprise

La base aérienne 118 est implantée en région Nouvelle-Aquitaine, dans le département des Landes, principalement sur la commune de Mont-de-Marsan.

Cette emprise d'une superficie totale de 678 ha est répartie sur trois communes : Mont-de-Marsan, Uchacq-et-Parentis et Campet-et-Lamolère.

La BA 118 est délimitée :

- Au Nord, par des prés puis un lotissement faisant partie de la ville de Mont-de-Marsan ;
- au Sud, par quelques prés et la ville de Mont-de-Marsan ;
- à l'Ouest, par la D 651, des prés puis la rivière Estrigon ;
- à l'Est par la D 53, des prés puis la rivière Douze et la ville de Mont-de-Marsan.



Image Google Maps



### 2.1.2 Présentation générale du DEA

Le Dépôt Essences Air de Mont-de-Marsan a en charge l'approvisionnement de la base aérienne 118 en carburants, de l'administration du dépôt, de la gestion des réserves et de l'entretien des cuves de stockage. Ce DEA s'étend sur deux emprises : le dépôt principal, implanté sur les communes de Mont-de-Marsan et d'Uchacq-et-Parentis, et le dépôt secondaire qui se situe entièrement sur la commune de Mont-de-Marsan. Ces deux dépôts sont distants de 3 km.

### 2.1.3 Présentation de la zone dévolue à l'opération

Le bâtiment d'exploitation sera implanté sur le site du Dépôt Essences Air principal de la BA 118, conformément aux directives du CSTA de Bordeaux et aux différentes études de danger du DEA.

Cette zone validée par le DEA est représentée sur la vue aérienne ci-dessous. **Tous les plans présentés dans ce document ne sont que des hypothèses de travail, le maître d'œuvre privé se trouvera libre de sa conception, il pourra proposer un tout autre principe d'implantation qui répond aux besoins.**





Une reconnaissance des réseaux de la zone projet a été réalisée en février 2025.

#### 2.1.4.1 Réseau HT - Poste de livraison/transformation

## Etat des lieux du réseau HT

Le DEA est alimenté à partir du poste de livraison YPL doté d'une arrivée du concessionnaire de 20 kV.

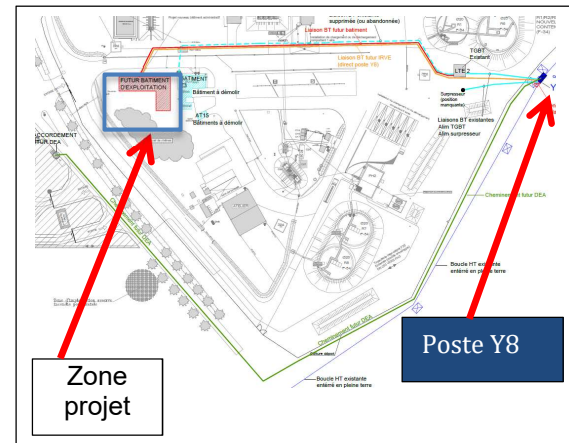
La base est équipée de 2 boucles internes HT qui desservent les postes de transformation de la base, la zone du projet est alimenté par la boucle ouest.

## Etat des lieux du réseau BT

Le DEA est alimenté par un transformateur d'une puissance nominale de 250 kVA.

**Une étude de faisabilité électrique a été réalisée le 31/10/2024. La puissance réellement atteinte sur la période de mesure sur ce poste est de 170 kVA.**

Le bilan de puissance incluant l'installation d'une PAC pour le chauffage la ventilation, l'installation de 2 bornes de 7,4 kW, une de 22 kW et le sas véhicule en amont du DEA est estimé en première approche à 350 kVA., Aussi le **transformateur existant sera remplacé par un plus puissant de 630 kVA, hors cadre de cette opération.**



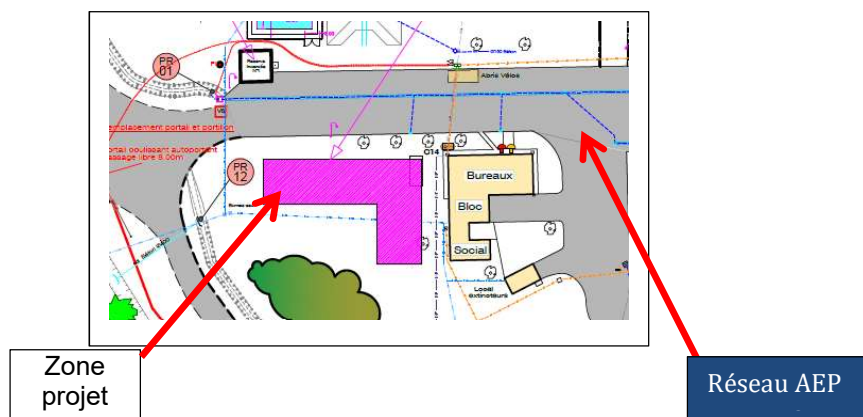
#### 2.1.4.2 Assainissement – eaux pluviales – adduction d'eau potable

Eaux pluviales EP : elles seront raccordées au réseau existant.

Eaux usées EU : elles seront raccordées à un système d'assainissement autonome.

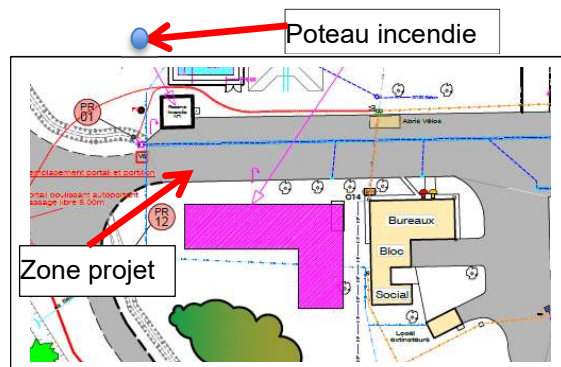
Adduction d'eau potable :

Le réseau AEP sera raccordé au réseau existant ; il est estimé un linéaire de canalisation d'environ 15 mètres.



### 2.1.4.3 Réseau incendie

Un poteau incendie est situé à environ 20 m de la zone projet. Selon l'USID tous les poteaux incendie de la BA 18 sont conformes à la réglementation.



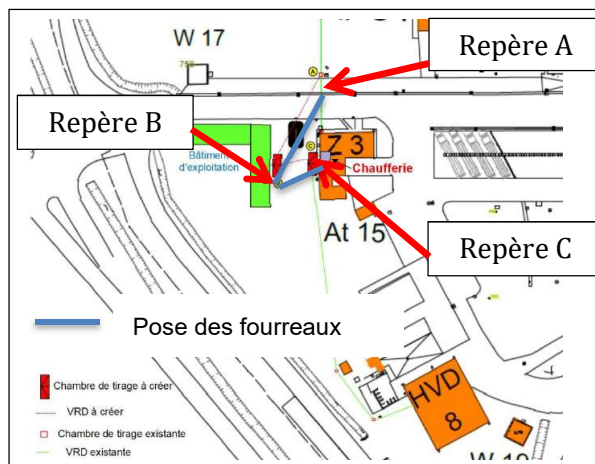
### 2.1.4.4 Réseau courant faibles

Selon la FEB DIRISI, le local DIRISI du projet sera alimenté à partir de la chambre de tirage existante (repère A). Deux nouvelles chambres de tirage seront à créer (repères B/C).

A partir de ces nouvelles chambres, le maître d'œuvre prévoira :

- 4 fourreaux PVC Ø42-45mm jusqu'au local technique DIRISI ;
- 4 fourreaux PVC Ø56-60mm jusqu'à la chambre de tirage repère A existante.
- 3 fourreaux PVC rigide Ø90 mm

Le linéaire de canalisation sera d'environ 48 m.



## 2.2 Données physiques

### 2.2.1 Topographie du terrain

L'altitude moyenne de la base aérienne est d'environ **59 m NGF** et présente un profil horizontal.

Selon Géoportail, l'altitude du site du DEA est d'environ 52 m NGF. Un relevé topographique avec détection des réseaux de la zone de construction du bâtiment d'exploitation a été réalisé en juillet 2024.

### 2.2.2 Données climatiques

#### 2.2.2.1 Données de climatologie

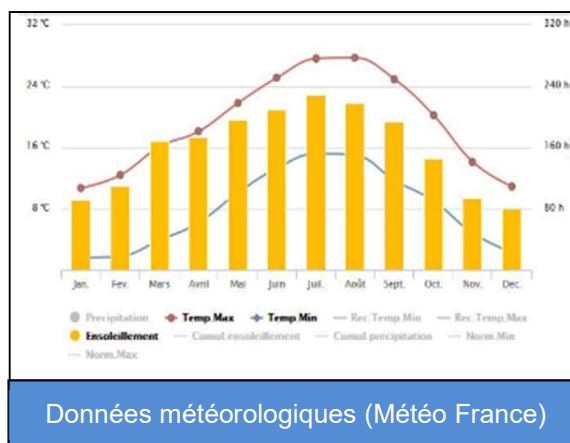
Avec ses 106 kms de façade maritime de Biscarrosse à l'embouchure de l'Adour, le département des Landes est ouvert aux masses d'air humide venant de l'Atlantique et bénéficie donc d'un climat océanique.

Précipitations : elles représentent un maximum de 932 mm d'eau par an. La moyenne des hauteurs des précipitations mensuelles varie de 50 mm en juillet à 97 mm en novembre et décembre, avec 123 jours en moyenne de précipitations (h > 1 mm).

#### 2.2.2.2 Zone climatique

Le site présente les caractéristiques suivantes :

- Vent : zone 1 ;
- Neige : zone A2 ;
- Zone climatique : H2c



### 2.2.3 Risques sismique

La commune de Mont-de-Marsan est classée en **zone de sismicité 1** (très faible).

Le futur bâtiment classé comme un bâtiment administratif, sera par conséquent en catégorie **d'importance II** (bâtiment dont la défaillance présente un risque moyen pour les personnes).

La réglementation n'impose **aucune exigence sur le bâti** pour ce projet.

### 2.2.4 Risques foudre

Le bâtiment est situé dans une zone d'activité orageuse importante classée AQ2, un parafoudre général dans le tableau électrique de type 2 devra être installé.

### 2.2.5 Contraintes géotechniques

Située au cœur du département des Landes, Mont-de-Marsan est situé dans la vallée de la Midouze. La carte géologique indique la présence d'une moyenne terrasse alluviale normalement composée d'alluvions grossiers (sables, graviers et galets). Une étude de sol de type G1 PGC a été réalisée en février 2025.

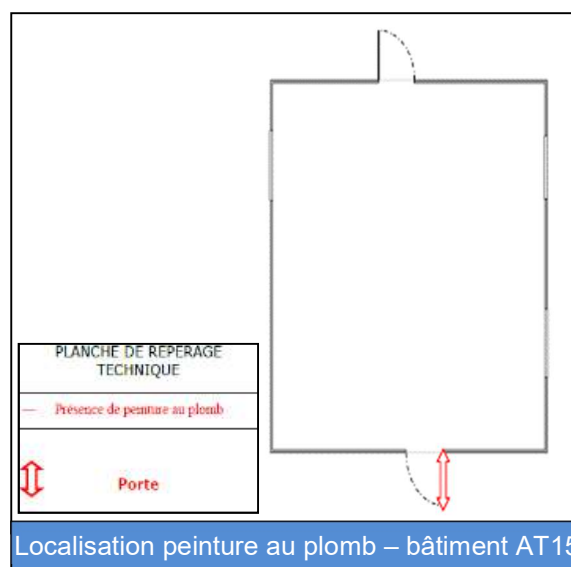
### 2.2.6 Radon

La cartographie du potentiel du radon des formations géologiques établie par l'IRSN classe la commune de Mont-de-Marsan en catégorie 1. La catégorie 1 correspond aux communes localisées sur les formations géologiques présentant les teneurs en uranium les plus faibles.

### 2.2.7 Plomb

Concernant les démolitions des bâtiments existants sur le DEA, il a été réalisé des mesures de concentration en plomb dans les revêtements existants. Les résultats de ce diagnostic sont les suivants :

- l'absence de peinture au plomb dans le bâtiment administratif Z3 ;
- la présence de peinture au plomb sur la porte d'accès au local AT15 (mesure = 8,37 mg/cm<sup>2</sup>).



### 2.2.8 Diagnostic termites

Un état parasite sur les bâtiments Z3 et AT15 a été réalisé en février 2025.

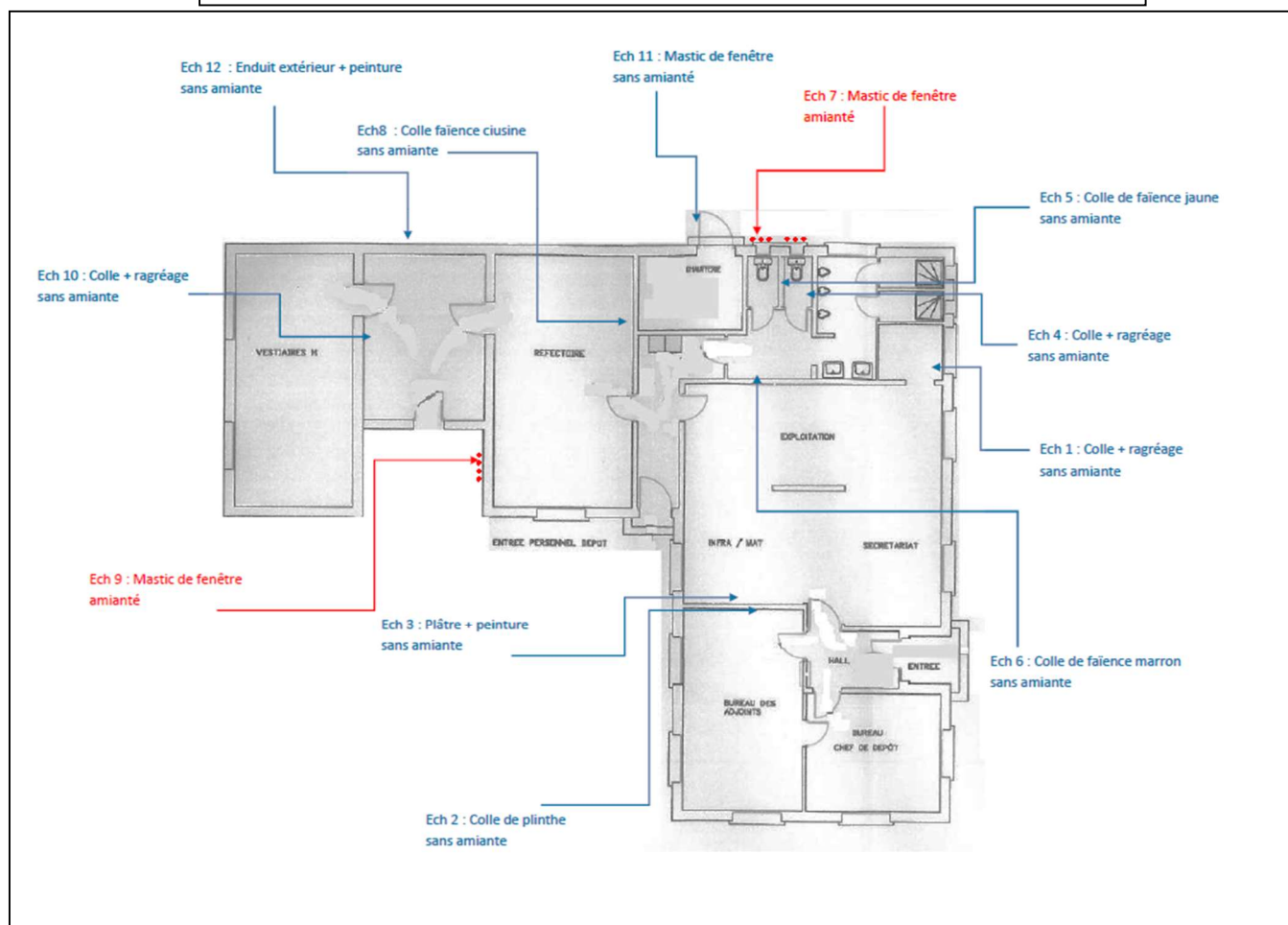
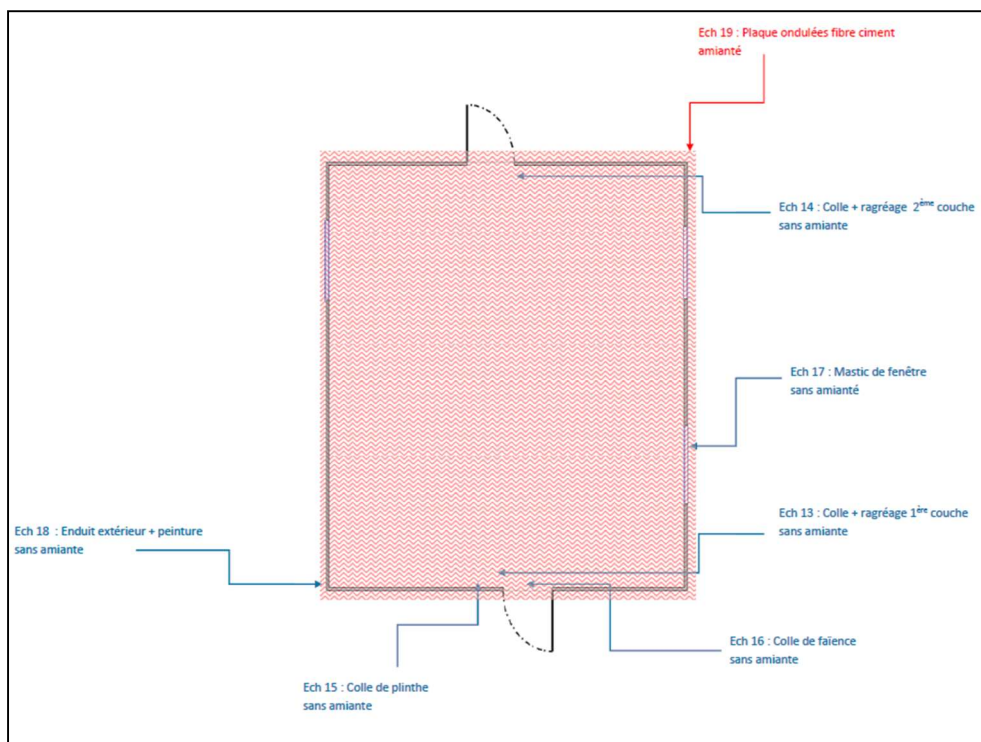
### 2.2.9 Amiante du bâtiment

Un diagnostic amiante de type avant démolition a été réalisé en 2017 par la société Alliance Sud Expertise sur tous les bâtiments du DEA. Pour les bâtiments voués à démolition dans cette opération, **les rapports concluent à la présence de matériaux contenant de l'amiante dans les éléments suivants :**

- Bâtiment administratif (Z3) : mastics de fenêtre ;
- Local AT15 : plaques ondulées en fibrociment.

Un repérage des éléments amiantés est présenté ci-après (extrait du diagnostic de 2017).

Il appartiendra au concepteur de veiller à ce que le désamiantage des éléments amiantés et leur dépose, soient réalisés dans les règles d'hygiène et de sécurité limitant le risque de contact pour les ouvriers.



### 2.2.10 **Amiante et HAP des voiries**

En 2017, le dépôt principal du DEA a fait l'objet également d'un **diagnostic amiante et HAP sur les enrobés**. Sur les cinq prélèvements effectués sur la zone, il n'a pas été repéré de matériaux contenant de l'amiante et HAP.

### 2.2.11 **Pollution industrielle**

Dans le cadre de la préparation des travaux, le dépôt principal a fait l'objet d'une Evaluation Simplifiée des Risques (ESR) en février 2001 par la société EKOCONSULTING. Cette étude a mis en évidence la présence de sources de pollutions anciennes.

Depuis cette date, le DEA a fait l'objet de nombreuses investigations menées au droit du site ayant permis de mettre en évidence :

**-dans les sols**, la présence d'impacts en hydrocarbures C<sub>5</sub>-C<sub>10</sub> et C<sub>10</sub>-C<sub>40</sub>, en CAV (Composés Aromatiques Volatils) et dans une moindre mesure en HAP dans les sols au Nord du dépôt principal et dans le secteur Sud-est du site ;

**-dans les eaux souterraines** dont le sens d'écoulement est orienté vers le Sud-est, la présence d'anomalies en hydrocarbures C<sub>5</sub>-C<sub>10</sub> et C<sub>10</sub>-C<sub>40</sub>, en CAV et en naphtalène au droit des ouvrages DP-PZ7, DP-PZ9 et DP-PZ10 (située en aval hydraulique du dépôt principal) ;

**-dans les gaz du sol**, la présence d'un impact significatif en hydrocarbures aliphatiques C<sub>5</sub>-C<sub>16</sub>, en hydrocarbures aromatiques C<sub>6</sub>-C<sub>16</sub> et en CAV-BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylènes) au droit des bureaux et du local soutier ;

**-dans l'air ambiant des bureaux** et du local soutier, la présence d'hydrocarbures aliphatiques C<sub>5</sub>-C<sub>12</sub>, d'hydrocarbures aromatiques C<sub>8</sub>-C<sub>12</sub>, de naphtalène, de CAV dont les BTEX. Les teneurs relevées sont cependant inférieures aux VLEP (Valeurs Limites d'Exposition Professionnelle) ; aucune problématique sanitaire n'est donc identifiée.

La cartographie des résultats d'analyse des sols sur le dépôt principal est présentée ci-après. Au regard des résultats des investigations, un plan de gestion a été réalisé en 2020 par la société IDDEA pour le DEA de Mont-de-Marsan afin de définir les sources concentrées à gérer au droit du site et permettre ainsi de garantir une maîtrise de la source conformément à la méthodologie en vigueur. Ce plan de gestion présente une étude technico-économique des solutions techniques envisageables pour la gestion des sols du dépôt.

Pour la gestion de la pollution du dépôt de Mont-de-Marsan, IDDEA a conclu que la solution présentant la moins forte contrainte globale se trouve être le traitement par **venting/sparging des sols sur un an**.

**Le SEO a pris en charge le traitement préalable des sols du DEA sur la base de ses marchés d'ingénierie et de dépollution industrielle des sites.**

**Par conséquent, la réalisation de la dépollution de la future zone d'implantation du bâtiment d'exploitation n'est pas prise en charge par la présente opération.**

### 2.2.12 **Risque pyrotechnique**

La base aérienne 118 a fait l'objet d'une **Etude Historique et Technique de Pollution Pyrotechnique** (EHTPP n°504368/SID/ESID-BDX/Div.GP/BAD/CEH du 07 septembre 2015). Elle a pour objet de déterminer la présence éventuelle de munitions, mines, pièges, engins et explosifs à partir de l'analyse des activités et des événements historiques. Cette étude marque le point de départ de la mise en œuvre des principes généraux de prévention qui incombent à tout employeur et à tout maître d'ouvrage.

Cette étude réalisée par le SID en septembre 2015, présente un plan précisant les zones de danger pyrotechnique pour la zone du projet. Elle conclue sur **un risque de danger faible voire inexistant pour la zone d'implantation du bâtiment d'exploitation**.

Au stade de la rédaction de la présente étude, **il n'y a pas de présomption de pollution pyrotechnique pour ce projet, il n'est donc pas prévu d'organiser une Commission d'Evaluation du Risque Pyrotechnique (CERP)**.

La réalisation d'un chantier de dépollution pyrotechnique n'est donc pas envisagée pour ce projet, toute découverte d'éléments de munitions ou engins pyrotechniques serait considérée comme fortuite.

### 2.2.13 **Archéologie**

L'emprise concernée par le projet n'est pas située au sein d'une zone archéologique.

Le terrain dévolu au projet ayant déjà été très remanié et au vu du scénario envisagé (construction d'un nouveau bâtiment d'exploitation et démolition des bâtiments AT15 et Z3), **le projet ne se trouvera pas impacté par cette contrainte**.

## 2.3 Contraintes environnementales

### 2.3.1 Biodiversité

La zone projet n'intercepte aucune zone naturelle remarquable (ZNIEFF type 1 et 2, ZICO), ni aucune zone Natura 2000.

### 2.3.2 Diagnostic écologique

Dans le cadre des dossiers de demande d'autorisation environnementale (DDAE) exigés par la réglementation ICPE et des IOTA, une étude d'impact est parue en juillet 2023. D'un point de vue protection de la biodiversité, le projet est impacté par la présence d'un bosquet de chêne présentant un enjeu modéré pour la faune et la flore.

#### Textes réglementaires :

- Arrêté du 26 juin 2002, portant délimitation des zones contaminées par les termites ou susceptibles de l'être à court terme dans le département des Landes ;
- Articles L.112-17 et R.112-2 à R.112-4 du Code de la construction et de l'habitation relatif à la protection / termites de bâtiments neufs.

Le département des Landes a été déclaré totalement termité par l'arrêté cité en référence, les dispositions pour la protection des constructions neuves contre les termites et autres insectes xylophages devront être prises.

Il n'y a pas d'arrêté préfectoral pour les mérules dans les Landes.

En conséquence la zone du bosquet de chêne devra être conservée au maximum durant les travaux de manière à ne pas altérer l'habitat des espèces protégées recensées.

### 2.3.3 Plan de prévention des risques naturels

#### 2.3.3.1 Risques d'inondation

Selon le site « Géorisques », la commune d'Uchacq-et-Parentis n'est pas soumise à un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) inondation et la zone du DEA n'est pas localisée dans un territoire à risque important d'inondation.

#### 2.3.3.2 Plan de prévention des risques naturels mouvements de terrain

La commune de Uchacq-et-Parentis n'est pas concernée par un PPRN Mouvements de terrain (source Géorisques).

#### 2.3.3.3 Plan de prévention des risques retrait-gonflements des sols argileux

Le site du DEA est localisé sur un site à risque faible concernant l'aléa retrait-gonflement des argiles.

La commune d'Uchacq-et-Parentis n'est pas soumise à un PPRN Retrait-gonflements des sols argileux.

#### 2.3.3.4 Cavités souterraines

La zone projet ne présente pas de risque vis-à-vis des cavités souterraines – (source Géorisques).

### 2.3.4 Installations industrielles à proximité

Le dépôt du DEA est classé SEVESO - seuil bas (Cf. art ICPE –IOTA 8.1.5).

### 2.3.5 Canalisations de matières dangereuses à proximité

Selon Géorisques, il n'y a pas dans un rayon de 1 000 m autour du DEA de canalisations de matières dangereuses. Toutefois, il est important de noter qu'il existe une canalisation inter-dépôts située dans l'emprise de la base aérienne, qui assure le transfert de carburacteur du dépôt principal vers le dépôt secondaire. Elle est considérée comme une tuyauterie d'usine conformément à la fiche 3 n°A06-04/11 de la note BSEI n°09-322 du 17 décembre 2009.



## 2.4 Données d'urbanisme

### 2.4.1 PLU

Le foncier de la base aérienne 118 est régi par le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de l'agglomération de Mont-de-Marsan, approuvé le 12/12/2019, il est en vigueur depuis le 20/01/2020.

Le **PLUi classe la base aérienne dans la zone U** (zone urbaine). Ces règles sont présentées en annexe du présent document. Il appartiendra au maître d'œuvre de prendre en compte toutes les contraintes et toutes les évolutions qui surviendraient dans le cadre du projet.

### 2.4.2 Procédures administratives

Conformément à l'article R 421-8 du Code de l'urbanisme et de la circulaire AC n°65 du 3 janvier 1979, **l'ouvrage projeté situé sur une base aérienne militaire, est dispensé de permis de construire.** Cette exemption ne dispense cependant pas du respect des dispositions législatives ou réglementaires relatives à l'occupation des sols. Une déclaration préalable de travaux « informative » devra cependant être adressée aux services concernés.

## 2.5 Servitudes

### 2.5.1 Servitudes radioélectriques

La zone envisagée pour l'implantation du bâtiment exploitation du DEA est grevée par des servitudes radioélectriques. Les éléments seront transmis lors des phases ultérieures de consultation.

### 2.5.2 Servitudes aéronautiques

Le Plan de Servitude Aéronautique (PSA) de la Base Aérienne 118, approuvé par arrêté interministériel du 8 mars 1976, reste toujours en vigueur. Ce PSA **autorise la construction d'un bâtiment d'environ 14 mètres.** Au vu de la nature de l'opération, cette contrainte n'impactera pas le projet.

### 2.5.3 Servitudes pyrotechniques (zones d'effets)

#### 2.5.3.1 Dépôt munitions existant de la BA 118.

La BA118 est grevée d'une servitude de type AR3 relative aux zones et polygones d'isolement concernant les servitudes autour des magasins et établissements servant à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions, artifices ou explosifs.

Cette AR3 n°40019201 - Polygone d'isolement BA118 a été instaurée par décret ministériel du 26 février 1974. **Le projet de construction du bâtiment d'exploitation se trouve en dehors des zones d'effets de cette servitude.**

#### 2.5.3.2 Projet de construction d'une zone de stockage sur la BA118

Il est important de noter à ce stade de l'opération que la proximité d'un autre projet de construction qui se trouvera à quelques centaines de mètres du DEA établira un nouveau polygone d'isolement impactant probablement l'emprise du DEA (zones d'effets n°5).

Au vu de la cartographie issue de l'EF de l'opération STO-MU-BA dont la RCi a eu lieu en mars 2024, le projet compris entre Z4 et Z5 sera soumis aux effets de surpression qui l'impacteront.

#### 2.5.3.3 Dépôt existant et dépôt futur du DEA

Effet thermique : selon l'étude de danger du DEA parue en mars 2023, le projet n'est pas soumis aux effets thermique du dépôt principal et du dépôt secondaire (projet extension)

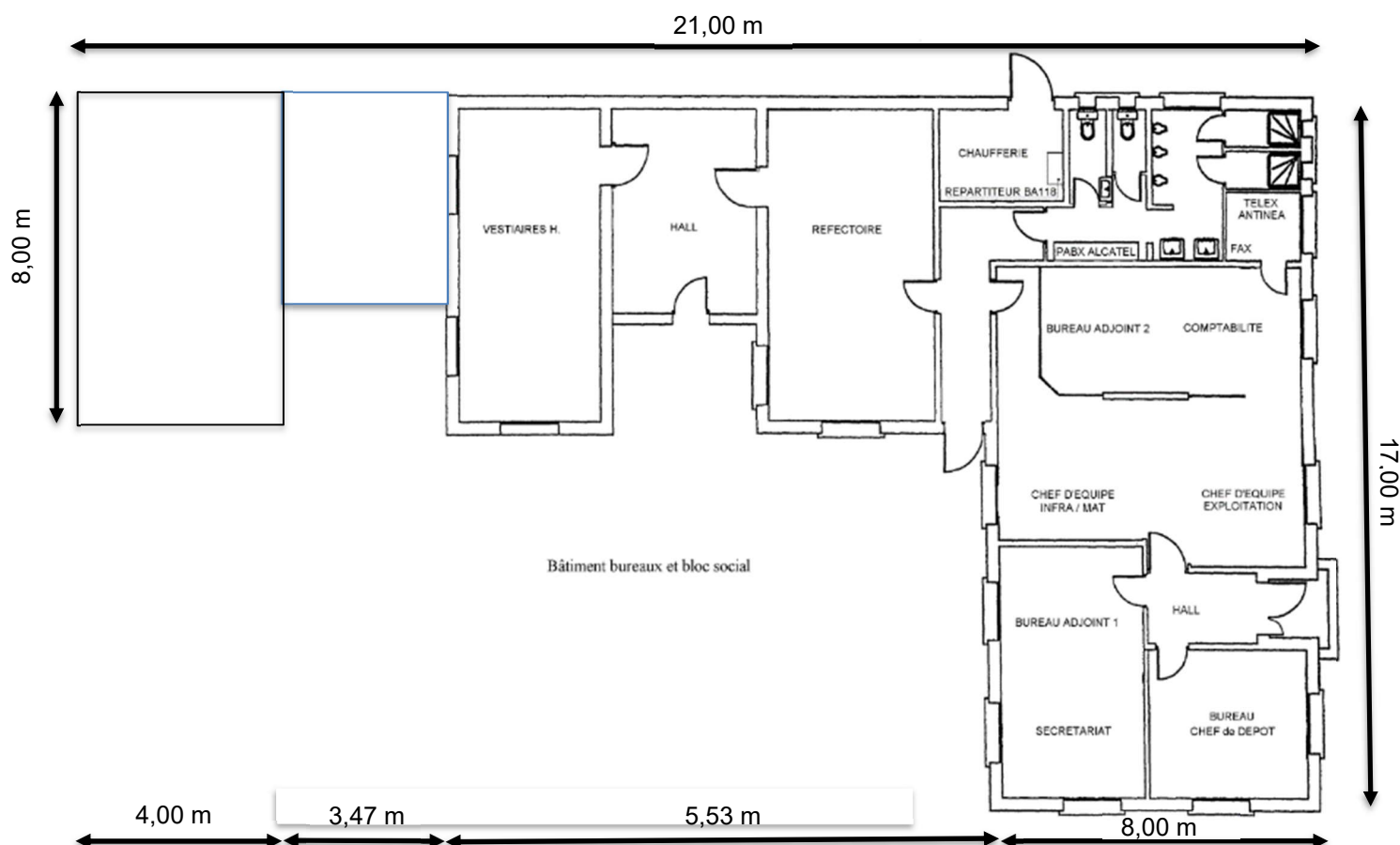
Effet de surpression : le bâtiment sera soumis aux effets néfastes de surpression de 20 mbar entre Z4 et Z5 (avec risques de bris de vitrage). Aussi, des dispositions spécifiques devront être mises en œuvre. Effets de surpression à réduire, ils concerneront à la fois la structure et les parois vitrées extérieures (menuiseries). Elles devront tenir compte des prescriptions suivantes :

- Fenêtres, portes et fermetures - Résistance à l'explosion - Prescriptions et classification Partie 1 : Tube à effet de souffle, Norme EN 13123-1 ;
- Guide pratique Fenêtres dans la zone 20-50 mbar - Effets de surpression, diagnostic et mesures de renforcement, DRA-11-117437-05120C, Ineris (2011) du guide pratique des fenêtres.

## 2.6 État des lieux bâtiminaire

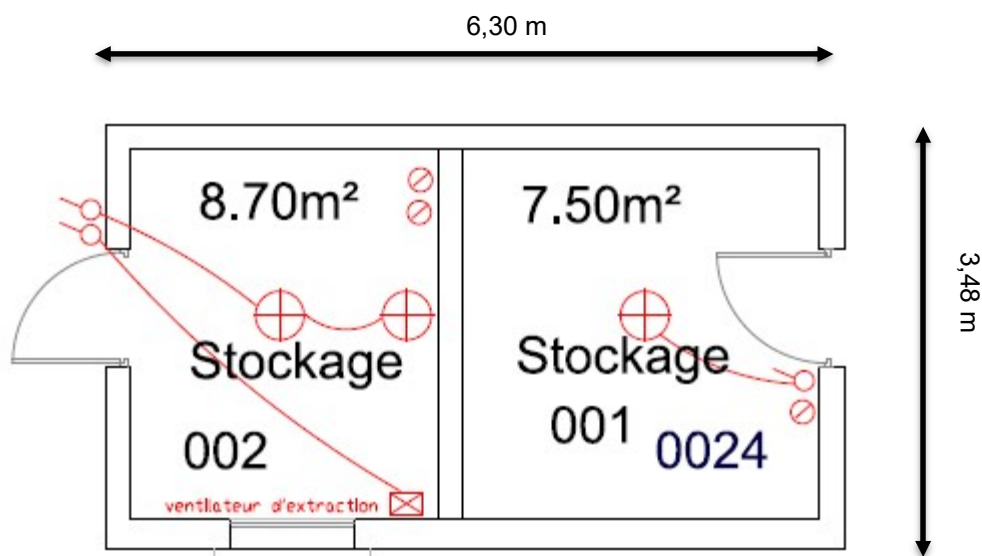
### 2.6.1 *Etat général du bâtiment services généraux – Z3 (n°0061)*

- **Structure** : béton ;
- **Façade** : en briques creuses enduites ;
- **Charpente/Couvertures** : charpente bois surmontée d'une toiture en tuile ;
- **Menuiseries extérieures** : en PVC, aluminium, acier et bois ;
- **Chauffage** : radiateurs fonte + chaudière fioul avec cuve aérienne FOD de 3m<sup>3</sup>
- **Emprise au sol** : 226 m<sup>2</sup> avec extension
- **Date de construction** : 1979
- **Hauteur de faitage** : 6 m



### 2.6.2 *Etat général du bâtiment local extincteur –AT 15*

- **Structure** : béton ;
- **Façade** : briques creuses enduites ;
- **Charpente/Couvertures** : charpente bois surmontée d'une toiture en plaques amiante ciment ;
- **Menuiseries extérieures** : en bois et métal ;
- **Chauffage** : non chauffé
- **Emprise au sol** : 23 m<sup>2</sup>.
- **Date de construction** : 1964
- **Hauteur faitage** : environ 4 m



### 2.6.3 *Configuration de gestion de la maintenance / exploitation du site*

L'entretien et la maintenance du patrimoine immobilier du DEA sont assurés par l'USID de Mont-de-Marsan pour les installations non pétrolières (bâtiment administratif, atelier NTI 1) et par le DEA pour les installations pétrolières spécialisées (pomperie, aire de chargement/déchargement).

### 3 PRESENTATION GENERAL DU BESOIN

#### 3.1 Rappel des besoins

Les besoins du DEA s'articulent autour de la construction d'un bâtiment d'exploitation permettant d'atteindre les objectifs suivants :

- **Accueil d'un effectif d'environ 50 personnels** travaillant dans un milieu industriel pétrolier ;
- **Regrouper l'ensemble des domaines d'activité du dépôt dans un bâtiment unique** de commandement ;
- **Mettre en cohérence l'organisation et la répartition des unités de travail dans le bâtiment** ;
- **Assurer des conditions de travail** convenables aux personnels (à l'abri des nuisances du fait de la proximité de la piste et celles générées par les installations pétrolières).

L'ensemble des unités du DEA sera regroupé dans un bâtiment :

- Un pôle administration, regroupant l'ensemble des fonctions de commandement ;
- Un pôle locaux communs, regroupant les locaux nécessaires au fonctionnement de l'unité ;

Les aménagements extérieurs suivants seront nécessaires :

- la réalisation des abords du bâtiment (trottoir, éclairage extérieur, espace fumeur...) ;
- la mise en place d'un système d'assainissement autonome ;
- le déplacement de la barrière d'accès au dépôt ;
- la réalisation de trois places de stationnement VL, dont 1 place PSH

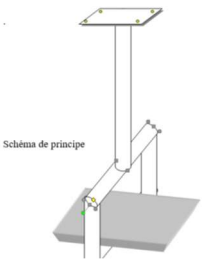
#### 3.2 Effectifs

L'effectif au sein du bâtiment sera d'environ 50 personnels dont 10 personnels féminin.

L'ensemble des locaux sera accessible aux PSH.

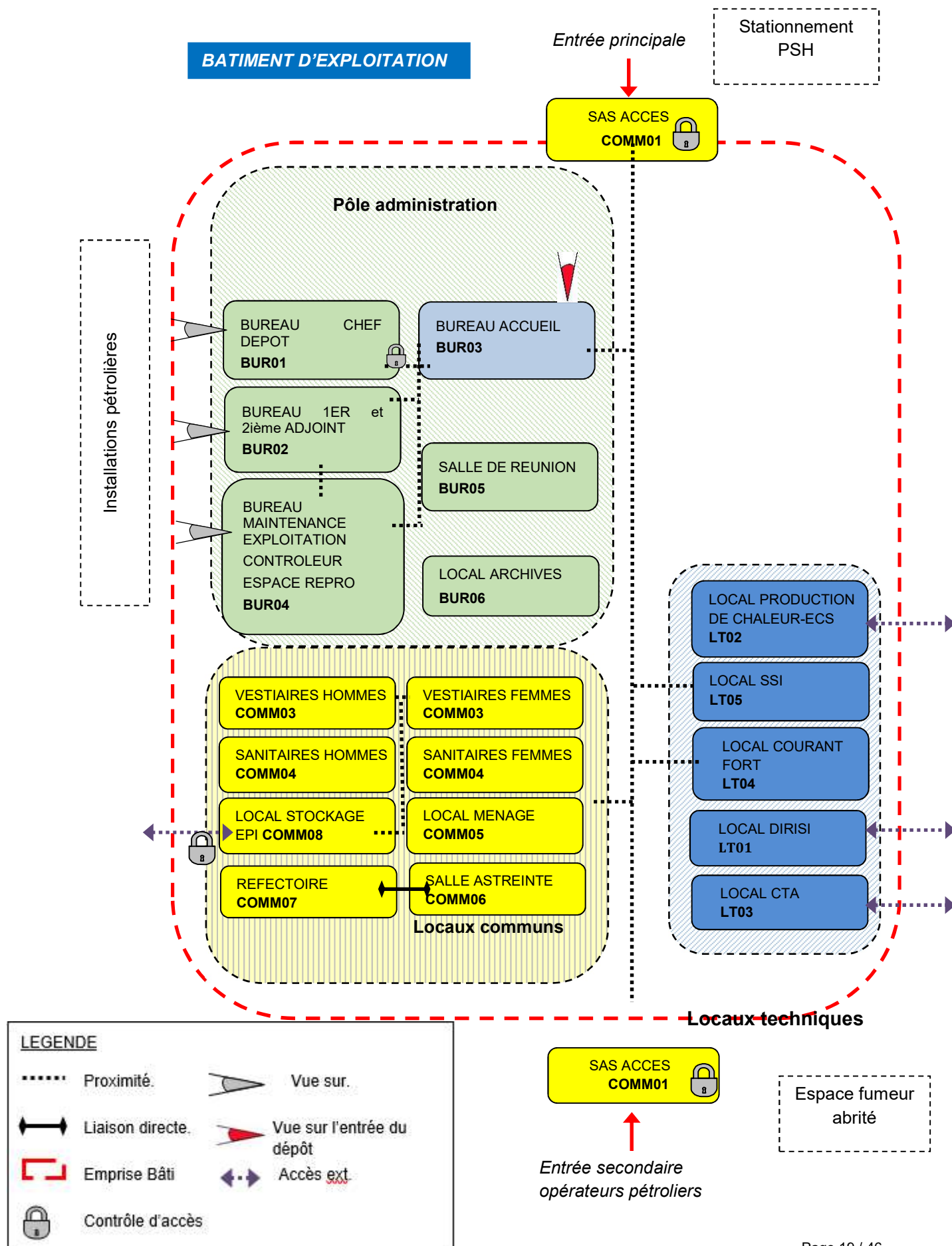
#### 3.3 Mobilier de l'opération inclus dans l'opération

De manière générale, le mobilier de l'opération, pour la partie bureau et locaux communs (y compris le réfectoire) ne sera pas inclus à l'opération, il sera à la charge du SEO ou du SCA. Toutefois la partie du mobilier fixé aux parois est bien incluse dans l'opération.

Types de mobilier	Descriptifs
<b>Patère</b>	3 têtes fixé au mur derrière la porte d'entrée
<b>Tapis brosse</b>	Dimension minimale de 200 x 100 (en cm)
<b>Ecran de projection</b>	Ecran de projection enroulable et manuel fixé au mur de dimensions adaptées au local et au vidéo projecteur
<b>Support vidéoprojecteur</b> 	<p>Ces supports seront métalliques, protégés de la corrosion par une couche primaire anti-corrosion et deux couches de finition. Ils seront fixés mécaniquement aux dalles supérieures du rez-de-chaussée en quatre points minimum et dépasseront d'environ 50 cm sous le niveau du plafond suspendu. A cette hauteur, un plateau de 40 cm par 60 cm à bords arrondis et relevés de 10 mm sera soudé pour permettre la mise en place des vidéo-projecteurs.</p> <p>Les ensembles seront dimensionnés pour ne présenter qu'un déplacement vertical en extrémité de plateau de 1 cm pour une charge de 70 kg.</p>

Types de mobiliers	Descriptifs
<b>Miroir salle de bain</b>	Incassable avec tablette, applique lumineuse et prise de courant

#### 4 SCHÉMA FONCTIONNEL DU BATIMENT D'EXPLOITATION





## 5 SYNTHÈSE DES SURFACES DE L'OPÉRATION

Le tableau ci-dessous reprend les éléments issus du besoin suite à l'adaptation proposée par le SEO en 2022.

		Proposition du SID novembre 2024			
Réf. fiches espaces	Désignation des locaux	Nbre	SU SID (m²)	Total SU SID (m²)	Effectif max.
<b>Espaces</b>					
<b>Pôle administratif</b>		<b>153</b>			
BUR.01	Bureau Chef de Dépôt	1	12	12	1
BUR.02	Bureau 1er Adjoint et 2ème Adjoint	1	18	18	2
BUR.03	Bureau accueil et secrétariat	1	24	24	3
BUR.04	Bureau exploitation/infrastructure maintenance	1	50	50	5
BUR.05	Salle de réunion commandement	1	37	37	10
BUR.06	Local archives	1	12	12	
<b>Pôle locaux communs</b>		<b>203</b>			
COMM.01	Sas d'accès	2	6	12	
COMM.03	Vestiaires douches hommes	1	77	77	40
COMM.03	Vestiaires douches femmes	1	26	26	10
COMM.04	Sanitaires homme	1	16	16	
COMM.04	Sanitaires femme	1	10	10	
COMM.05	Local ménage	1	3	3	
COMM.06	Réfectoire	1	19	19	10
COMM.07	Salle astreinte avitaillement	1	30	30	19
COMM.08	Local de stockage des EPI	1	10	10	
<b>Locaux techniques</b>		<b>43</b>			
LT.01	Local DIRISI/RDIP	1	12	12	
LT.02	Local production de chaleur -ECS	1	15	15	
LT.03	Local CVC	1	10	10	
LT.04	Local TGBT	1	4	4	
LT.05	Local SSI	1	2	2	
<b>Surface utile BECNR (SU BECNR)</b>		<b>399</b>			
<b>Surface dans œuvre (SDO)</b>		<b>499</b>			
<b>SU BECNR + circulations (25% de la SU BECNR)</b>					

Aménagements extérieurs				
Réf. fiches espaces	Désignation des locaux	Nbre	SU SID (m²)	Total SU SID (m²)
EE				75
EE.01	Emplacement de stationnement VL	3	25	75
	Emprise au sol des aménagements extérieurs			75

Pour mémoire, la définition **de surface utile (SU)** est définie comme la surface égale à la somme des surfaces intérieures des locaux. Elle ne prend pas en compte les circulations verticales et horizontales, les paliers d'étage, l'encombrement de la construction (surface des murs, voiles, cloisons...).

**La surface plancher** se calcule à partir du nu intérieur des façades (excluant les surfaces consacrées à l'isolation). Elle est égale à la somme des surfaces des planchers de chaque niveau clos et couvert de plus de 1,80 m de hauteur de plafond.



## 6 BESOINS POUR LE BATIMENT

Le bâtiment actuel Z3 n'est plus adapté au fonctionnement moderne du DEA Mont-de-Marsan. L'objectif de cette opération est de permettre le regroupement de l'ensemble des unités du Dépôt des Essences Air (DEA) de la base aérienne 118 dans un bâtiment unique de commandement.

### 6.1 Descriptif Fonctionnel du bâtiment

#### 6.1.1 *Fonction tertiaire*

Elle sera composée :

- De bureaux ;
- D'un sas d'accès ;
- D'un espace d'accueil et d'attente pour les visiteurs ;
- D'une salle de réunion ;
- D'un local d'archivage ;
- D'un espace d'affichage réglementaire (sous forme de panneaux vitrés apposés sur les murs).

#### 6.1.2 *Fonction locaux communs*

Ils seront composés :

- De locaux sanitaires (H/F) ;
- D'un placard ou pièce fermée de rangement de matériels d'entretien ;
- D'un réfectoire équipé d'un coin cuisine ;
- D'une salle d'astreinte avitaillement pour l'instruction ;
- D'un local de stockage pour les EPI.

#### 6.1.3 *Locaux techniques*

Ils seront constitués des espaces suivants :

- un local courant fort ;
- un local DIRISI ;
- un local SSI si le besoin est confirmé à la revue du programme ;
- un local production de chaleur/ECS ;
- un local VMC.

### 6.2 Descriptif des locaux

BATIMENT D'EXPLOITATION		
Fiche espace	LOCAUX	DESCRIPTIF
PÔLE ADMINISTRATIF		
COMM01	Sas /Hall d'entrée /Affichage réglementaire	- Accès principal des agents avec une accessibilité PSH. - Entrée centrale - accès aux locaux communs et au pôle administratif. - Cet espace servira également aux affichages réglementaires.
COMM02	Circulation	- Espace permettant le cheminement vers les locaux communs et les bureaux et les locaux techniques. - Accessible PSH.
BUR 01	Bureau chef du dépôt	- Bureau à proximité du bureau accueil ; - Espace avec vue directe sur les installations pétrolières.
BUR 02	Bureau 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>nd</sup> Adjoint	- Bureau pour 2 personnes à proximité du bureau accueil. - Espace avec vue directe sur les installations pétrolières ; contiguë au bureau exploitation.
BUR 04	Bureau exploitation	- Bureau pour 5 personnes. - Espace avec vue directe sur les installations pétrolières. - Doté d'un espace ouvert de reprographie (avec un photocopieur et une desserte pour travail sur document papier). -Il recevra l'automate de gestion des installations pétrolières. -Fenêtre avec film sans tain (pour dissimuler des vues extérieures l'automate tout en permettant une visibilité vers l'extérieur.)
BUR 05	Salle de réunion commandement	-Espace à proximité des bureaux avec une capacité d'accueil de 10 personnes, contiguë au bureau du chef de dépôt. - Espace disposant d'une table, dix chaises, un point d'eau, un espace de réchauffage (micro-onde), une surface blanche pour la vidéo-projection
BUR 06	Local archives	- Local fermé pour stocker des dossiers archivés.

PÔLE LOCAUX COMMUNS		
COMM05	<b>Local ménage</b>	- Accès facile pour les techniciens de surface ; - Espace de rangement des produits et accessoires nécessaires au ménage.
COMM06	<b>Réfectoire</b>	- Espace disposant d'une table, dix chaises, un point d'eau, un coin cuisine (plaques chauffantes électriques, four micro-ondes, réfrigérateur, évier, plan de travail, buffet...)
COMM03	<b>Vestiaires/douches hommes</b>	-Vestiaire pour 40 pax comprenant une armoire simple 60 x 60 cm et un banc pour chaque personnel, 5 douches (dont 1 PSH).
COMM03	<b>Vestiaires/douches femmes</b>	-Vestiaire pour 10 pax comprenant une armoire simple 60 x 60cm et un banc pour chaque personnel, 2 douches (dont 1 PSH).
COMM07	<b>Salle astreinte avitaillement</b>	- Espace disposant d'une table, 19 chaises, une surface blanche pour la vidéo-projection.
COMM08	<b>Local de stockage des EPI</b>	- Local fermé pour stocker des armoires (hors programme) qui recevront des EPI. Ce local disposera d'un accès sur l'extérieur.
LOCAUX TECHNIQUES		
LT01	<b>Local DIRISI/RDIP</b>	- Local accueillant la partie réseau informatique et téléphonique du bâtiment.
LT02	<b>Local Production de production de chaleur-ECS</b>	- Local accueillant les équipements destinés à assurer la production de chaleur et l'ECS. -Ce local sera accessible depuis l'extérieur.
LT03	<b>Local CTA</b>	- Local accueillant les équipements destinés au traitement de l'air dans le bâtiment. Ce local sera accessible depuis l'extérieur.
LT04	<b>Local Courant Fort</b>	- Local accueillant le Tableau Général Basse Tension du bâtiment (TGBT).
LT05	<b>Local SSI ( si besoin maintenu)</b>	- Local accueillant les équipements de sécurité incendie du bâtiment.
AMENAGEMENT EXTERIEUR		
	<b>Aménagement des abords du bâtiment</b>	- Aménagement des espaces piétons - pour l'intervention des services de sécurité et de secours – l'aire de stationnement – -Eclairage des accès, abords du bâtiment et de la zone de stationnement.
	<b>Système d'assainissement autonome</b>	-Au profit des eaux usées du futur bâtiment, équipement dimensionné en tenant compte du volume des installations sanitaires (douches, WC...).
	<b>Déplacement de la barrière d'accès au dépôt</b>	-La barrière d'arrêt existante au niveau du bâtiment Z3 sera déplacée au niveau du nouveau bureau secrétariat qui disposera d'un visuel sur celle-ci et des dispositifs d'ouverture/fermeture.
	<b>Places de stationnement VL.</b>	- Le parking sera destiné à accueillir 3 places de stationnement pour les véhicules légers dont une PSH. Deux places seront prévues pour recevoir des bornes de recharge électriques

Les fiches espaces seront transmises en phase offre.

## 7 RÈGLEMENTATIONS ET EXIGENCES LIÉES À L'OPÉRATION

### 7.1 Généralités

Les principaux documents dont les exigences sont applicables par défaut à cette opération sont :

- Code de la construction et de l'habitat ;
- Code du travail ;
- Code de l'environnement ;
- Documents Techniques Unifiés et Normes Françaises homologuées ; Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux. ;
- Arrêté du 19/05/2020 "relatif aux modalités d'application des règles relatives aux intervention d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiments et de génie Civil dans un organisme du ministère de la défense" ;
- Recommandations de la CRAM et fiches OPPBTP ;
- Notice technique relative à la gestion des déchets de chantier -Guide 2009

Cette liste n'est pas exhaustive et le maître d'œuvre devra s'informer des dernières publications normatives et réglementations applicables à cette opération au moment de sa réalisation.

#### 7.1.1 Conditions de travail

Le bâtiment d'exploitation sera classé comme **Établissement Recevant des Travailleurs (ERT)**. À ce titre, l'opération relèvera du **Code du travail**.

#### 7.1.2 Mixité

Textes de référence : Code du travail.

Conformément aux articles R4228-5 et R4228-10, le DEA employant un personnel mixte, le bâtiment sera équipé d'installations sanitaires (vestiaires et cabinets d'aisances) indépendantes pour les travailleurs masculins et féminins.

A l'article R 232-2-5 du Code du travail : « dans les établissements occupant un personnel mixte, les cabinets d'aisances sont séparés pour le personnel féminin et masculin. Les cabinets d'aisances réservés aux femmes doivent comporter un récipient pour garnitures périodiques ».

Rappel : l'étude prend en compte la présence de 10 personnels féminin dans le bâtiment.

#### 7.1.3 Thermique - Performance énergétique

Les caractéristiques des différents composants neufs seront conformes aux valeurs et prescriptions de la RE 2020, décret n°2021-1004 du 29/07/2021.

##### 7.1.3.1 Réduction de la demande énergétique

Les concepteurs devront axer la conception du bâtiment sur une approche bioclimatique afin de les orienter vers la sobriété énergétique. Une attention particulière sera portée sur l'implantation, la volumétrie et la compacité du bâtiment, la taille et les orientations des baies, les protections solaires, les choix constructifs et le niveau d'inertie thermique.

Les concepteurs devront également décrire les techniques et procédés mis en œuvre afin de minimiser la perméabilité à l'air du bâtiment.

##### 7.1.3.2 Confort thermique

Textes de référence :

- guide méthodologique relatif aux températures intérieures de chauffage des bâtiments du ministère de la Défense diffusée par la note n°507 861/SID/ESID.LYN/CRPE du 10 novembre 2015;
- guide technique des solutions techniques d'économie d'énergie dans les bâtiments, approuvé par décision n°503 251/SGA/SID/CETID/BETBO/SGCAI du 15 septembre 2016 ;
- guide méthodologique relatif au confort d'été des bâtiments du ministère de la Défense en métropole diffusé par note n°502 043/SID/ESID.LYN/CRPE du 29 mars 2016.

### 7.1.3.3 Confort d'hiver

Le tableau ci-après donne pour les différentes typologies de locaux, les températures intérieures maximales soumises aux exigences réglementaires : en moyenne pour la température en plage horaire d'occupation et en valeur pour le réduit longue durée et les températures préconisées par le Centre Référent « Performance Energétique » de Lyon.

En plage d'occupation, une variation de  $\pm 1^{\circ}\text{C}$  sera tolérée par le maître d'ouvrage pour répondre aux enjeux de confort thermique et aux variations de ressenti, lorsque l'inconfort perçu ne peut pas trouver de solution en s'appuyant sur les usages (gestion de la ventilation naturelle, des protections solaires...).

Typologie	T <sub>moyenne</sub> en période d'occupation	T <sub>moyenne</sub> en période d'inoccupation (24 à 48h)	T <sub>moyenne</sub> en période d'inoccupation (plus de 48h)
Bureaux, salle de réunion, salle d'instruction	19°C	16°C	12°C
Circulation			
Réfectoire			
Sanitaires			
Douches, vestiaires	21°C	16°C	12°C
Local archives, stockage	16°C	16°C	12°C
Local technique	Selon usage (voir fiche espace)		

### 7.1.3.4 Confort d'été

Le confort d'été sera assuré prioritairement par l'installation de protections solaires sur les baies vitrées et une inertie du bâtiment appropriée.

En effet, l'installation d'un système de climatisation de confort est proscrite dans les zones climatiques H1 et H2 (voir guide méthodologique relatif au confort d'été – mars 2016). Cependant le local DIRISI sera climatisée conformément à la FEB DIRISI.

La température intérieure résultante des locaux de travail en période d'occupation ne devra pas dépasser 28°C pendant plus de 50 heures par an et ne doit jamais dépasser 30°C. De plus l'indicateur de confort d'été exprimé en DH doit être inférieur à 350°C.h.

### 7.1.3.5 Simulation thermique dynamique (STD)

Une simulation thermique dynamique détaillée devra justifier les choix proposés pour garantir une température opérative intérieure respectant les exigences définies par ce document.

Elle devra notamment définir le type de brise soleil (horizontal ou vertical) ;

Ces données seront gérées dans le bâtiment au niveau de la GTB (gestion technique du bâtiment).

Les calculs devront prendre en compte les températures extérieures des 20 dernières années et enregistrées par météo France. Les stations météo de référence seront celles les plus proches de l'implantation de l'ouvrage à réaliser et les plus représentatives. Il sera démontré le respect des objectifs de températures intérieures opératives selon les températures extérieures maximales et minimales enregistrées.

### 7.1.3.6 Occupation à prendre en compte pour la STD

- 90% des bureaux sont occupés 5 jours par semaine de 07h00 à 19h00. Le reste du temps ils sont inoccupés. Les 10% restant sont considérés comme inoccupés.

## 7.1.4 Acoustique

Principaux textes :

- Code du travail, articles R 4213-5 et 6 introduits par décret du 20/09/88 qui concerne l'insonorisation des locaux de travail lors de leur construction ou de leur aménagement ;
- Décret n°2006-892 du 19 juillet 2006 relatif aux prescriptions de sécurité et de santé applicables en cas d'exposition des travailleurs aux risques dus au bruit et modifiant le Code du travail (deuxième partie : décrets en Conseil d'État) ;
- Arrêté du 30 août 1990 pris pour l'application des articles R.4213-5 et 6 du Code du travail et relatif à la correction acoustique des locaux de travail ;
- Décret 2008-244 du 7 mars 2008 et son annexe du 12 mars 2008 relatif au nouveau Code du travail (partie réglementaire).

#### 7.1.4.1 Bruits émis dans l'environnement

##### À l'extérieur du bâtiment :

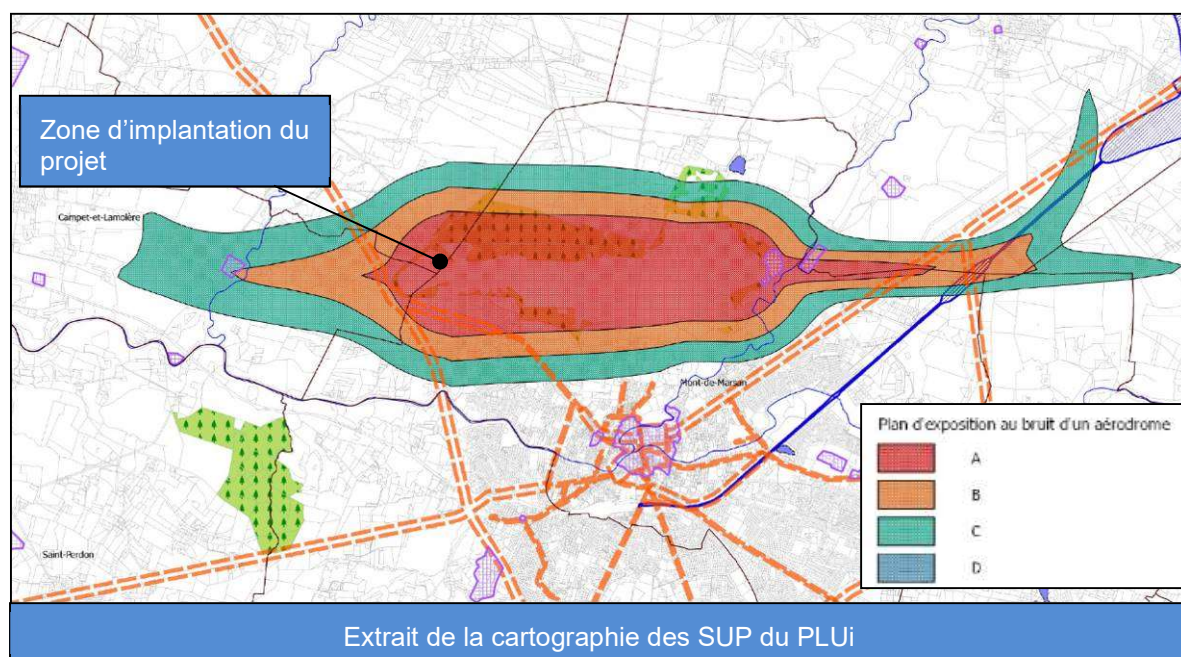
L'étude d'impact réalisée en 2023 dans le cadre du DDAE du DEA, conclue qu'en matière de bruit l'impact de l'activité du dépôt est négligeable comparée au bruit ambiant de la base aérienne causé par le trafic aérien notamment.

##### À l'intérieur du bâtiment :

- Zone administrative : l'isolation phonique sera renforcée (conformément à la réglementation) entre les bureaux.

#### 7.1.4.2 Plan d'exposition aux bruits (activité aérienne)

Le bâtiment sera situé en zone A : zone de bruit dont la limite est comprise à l'intérieur courbe d'indice  $L_{den}$  70 dB(A). **Les constructions y sont soumises à conditions de destinations particulières et d'isolation acoustique particulière, le bâtiment d'exploitation sera pleinement concerné.**



#### 7.1.5 Contraintes ICPE – IOTA

##### 7.1.5.1 ICPE

###### Etat existant

Le DEA est une **ICPE classée SEVESO SEUIL BAS** disposant d'un dossier d'autorisation (cf : tableau ci-dessous). A ce titre, le SEO devra effectuer **un porter à connaissance auprès du CGA** afin de confirmer que ces travaux n'impactent pas l'étude de dangers existante et qu'il ne s'agit pas d'une modification notable ou substantielle. Le maître d'œuvre devra respecter les prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 29 novembre 2017. Ce dernier autorise les activités suivantes :

Désignation	Rubrique SEVESO III	Régime
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations pour les cavités souterraines et les stockages enterrés étant supérieure ou égale à 2 500 t.	4734-1.a	Autorisation
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations pour les autres stockages étant supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 10 t d'essence et inférieur à 500 t au total.	4734-2.c	Déclaration avec contrôle périodique
Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de liquides inflammables soumis à autorisation.	1434-2	Autorisation

D'après les quantités de liquides inflammables stockées, **le DEA est un établissement classé SEVESO seuil bas**. Dans le cadre de la rédaction du dossier de demande d'autorisation d'exploiter le DEA de Mont-de-Marsan (05/11/2015), une étude de dangers a été réalisée pour les activités du site. Conformément à l'article 3.5.3 relatifs aux effets des servitudes pyrotechniques, le bâtiment d'exploitation sera positionné dans la zone d'effet 20 mbars et sa conception devra respecter les recommandations des guides INERIS, dont celui en particulier portant sur les « Fenêtres dans la zone 20-50 mbar ».

#### Rubrique 2910

L'évolution de la réglementation concernant les installations de combustion, rubrique de la nomenclature ICPE 2910, impose que les chaufferies (et groupes électrogènes) supprimées ou créées dans le cadre d'un projet d'infrastructure soient intégrées dans le recensement de l'établissement.

Dans cette opération, cette **rubrique est sans objet** – il n'est pas envisagé la création d'une chaufferie ou l'usage d'un groupe électrogène au regard de la spécificité du bâtiment.

#### Rubrique 1185

Selon le type de fluide utilisé (notamment les gaz à effet de serre fluorés visé par l'annexe I du règlement européen n°517/2014), les systèmes PAC pourront relever de la rubrique ICPE n°1185. La valeur seuil du régime de la déclaration pour les équipements clos en exploitation est de 300 kg cumulés, ne prenant en compte que les équipements de capacité unitaire supérieure à 2 kg.

S'il venait à être mis en place des PAC utilisant des fluides de la famille des HFO et ne relevant pas de la rubrique ICPE 1185, il devra être vérifié selon les caractéristiques des produits s'ils ne relèvent pas des rubriques 4XXX de la nomenclature (comme notamment « liquides inflammables »).

Le maître d'œuvre devra justifier que les équipements à mettre en place dans le cadre de ce projet ne relèvent pas des rubriques suscitées.

#### Démarches applicables au titre de l'opération

Cf. article sur l'état existant ICPE : relatif à la démarche du porter à connaissance du projet auprès du CGA.



### 7.1.5.2 IOTA

#### État existant

La base aérienne 118 comporte un certain nombre d'installations soumises à déclaration au titre de la réglementation de la Loi sur l'eau sous les rubriques suivantes :

- Rubrique n°1110 : Piézomètre de suivi du niveau de la nappe phréatique ;
- Rubrique n°2150-2 : Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ;

Les nouveaux aménagements et constructions auront un impact sur les IOTA, avec la création et la suppression de surfaces imperméabilisées. Par conséquent, les modifications seront intégrées au **dossier d'autorisation d'exploiter le site dans le cadre du « porter à connaissance » auprès du CGA.**

Il appartiendra aux concepteurs du projet de proposer des solutions techniques pertinentes pour permettre la conformité des rejets d'eaux pluviales des nouvelles installations.

Rappel du classement des activités IOTA du DEA de Mont-de-Marsan :

Rubrique IOTA	Libellé de la rubrique	Critère de classement	Régime
1110	Forages ne relevant pas de la rubrique 1.1.1.0 (1.1.1.0 : Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau).	Le DEA est équipé de treize piézomètres : 9 sur le dépôt principal et 4 sur le dépôt secondaire qui servent au suivi de la qualité des eaux souterraines.	<b>NC</b>
2150	Rejet des eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : <ul style="list-style-type: none"><li>- Supérieure ou égale à 20 ha (A)</li><li>- Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)</li></ul>	La surface imperméabilisée du DEA représente 1,3 ha mais, la topographie étant plane, cette superficie imperméabilisée n'intercepte pas d'eaux en provenance de l'amont.	<b>Déclaration</b>

#### État futur

Instruction des dossiers IOTA : il est prévu au titre de l'opération une mise à jour du Dossier d'Autorisation d'Exploiter (DAE) du DEA de Mont-de-Marsan.

#### Démarches applicables au titre de l'opération :

##### Raccordement des EP

- Couvertures :

Le projet est situé à proximité d'une zone déjà imperméabilisée dont les rejets des EP sont réalisés grâce aux fossés existants (crastes) en bordure de voirie.

Une cuve de récupération des eaux de pluie pour limiter la consommation d'AEP sera installée pour nettoyer les sols extérieurs, arroser les espaces verts La cuve sera munie d'un capotage pour éviter la prolifération des moustiques.
- Voirie :

Les eaux pluviales (EP) des voiries seront considérées comme non polluées. Ainsi des fossés seront installés le long de la voirie du projet et les EP seront collectées pour être dirigées vers les fossés existants. A proximité de la zone de construction est situé le bassin de rétention de 8 000m².

Le maître d'œuvre étudiera le raccordement des EP à ce bassin.

### 7.1.6 **Sécurité incendie**

Principaux textes :

- Code de la construction et de l'habitation (CCH) ;
- Code du travail (CdT) partie 4 – livre 2 – titre 1<sup>er</sup> « obligations applicables au maître d'ouvrage pour la conception des lieux de travail » et notamment :
- Chapitre 4 – article R 4214-1 à R 4214-28 « sécurité des lieux de travail » ;
- Chapitre 5 – article R 4215-1 à R 4215-17 « installation électrique des bâtiments et de leurs aménagements » ;
- Arrêté du 14/12/2011 relatif aux installations d'éclairage de sécurité ;
- DECI (Défense extérieure contre l'incendie) ;
- Règles APSAD ;
- Décret n°201161461 du 07/11/2011 relatif à l'évacuation des personnes handicapées des lieux de travail en cas d'incendie.

#### 7.1.6.1 *Dispositions constructives*

##### Hypothèse de travail :

Considérant que le bâtiment pourra être en R+1, l'altimétrie du plancher bas du dernier niveau sera inférieure à 8 m – référentiel : sol extérieur.

##### Dégagements :

Distance à parcourir dans le bâtiment : inférieure à 40 m pour rejoindre une sortie sur l'extérieur sur l'itinéraire habituel. La circulation principale fera 2UP (1,40 m).

Le sens d'ouverture des portes des dégagements principaux se fera dans le sens de l'évacuation.

Le local douche vestiaire recevant plus de 20 personnes devra posséder 2UP ou 1 dégagement de 2UP tiercé.

L'ouverture des portes de dégagement se fera par une manœuvre simple, toute porte verrouillée sera manœuvrable depuis l'intérieur sans clé (barre anti-panique et pas de bouton moleté cause PSH)

##### Éclairage de sécurité :

Mise en œuvre de blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES équipés d'un SATI) suivant l'arrêté de 3<sup>ème</sup> référence, tous les 15m au droit des portes de recoupement de circulation, aux sorties sur l'extérieur, dans les locaux spécialisés, dans les locaux de service électrique et dans tous les locaux à risques et les sanitaires.

##### Disposition constructive :

Locaux à risques moyens (RM) : locaux et dégagements accessibles au public isolés par des parois CF parois et planchers hauts coupe-feu (CF) 1H, bloc-porte (BP) CF ½ H muni d'un ferme porte :

- Local technique DIRISI/RDIP ;
- Local de production de chaleur ;
- Local CTA ;
- Local archives ;
- Local ménage.

##### SSI :

Le maître d'œuvre assurera la mission SSI. Cette obligation réglementaire se trouve justifiée par la demande du DEA de mettre en place une détection incendie au sein du bâtiment d'exploitation avec report vers l'ESIS et la base. **Le dossier d'identité du SSI sera conforme à la norme NFS61-931 et fourni à l'USID et à l'exploitant par la maîtrise d'œuvre et ce avant la remise de l'ouvrage au bénéficiaire. Les SSI sont soumis au CVPO et le dossier est l'outil indispensable d'une connaissance la plus juste des équipements.**

#### 7.1.6.2 *Moyens d'extinction et de lutte contre l'incendie*

Le Code du travail impose une alarme de type 4 (déclencheurs diffuseurs) audible en tout point de l'ensemble du bâtiment. Cette **alarme sera reportée à l'ESIS de la BA 118.**

Des téléphones d'alerte directement relié à l'ESIS seront prévus dans le bâtiment, le système installé permettra une continuité de service en cas de coupure d'électricité.

- La signalétique incendie sera conforme à la norme NF-EN- ISO 7010.
- Les coupures d'urgence devront être accessible par les services secours.

#### Report d'alarme

Le report sera assuré via une fibre optique entre la centrale d'alarme et le bâtiment B61. Il faudra prévoir tous les équipements (baies, bandeaux optique, switchs, jarretière, etc etc) nécessaire pour se raccorder sur l'installation existante et la mise en place de l'imagerie sur la supervision.

#### **7.1.6.3 Dispositifs de secours extérieurs**

Un poteau incendie conforme est situé à moins de 100 mètres de la zone du projet.

#### **7.1.7 Accessibilité des personnes en situation de handicap**

Textes de référence :

- Loi n°2005-106 du 11/02/2005 ;
- Code de la construction et de l'habitation ;
- Décret 2009-1272 du 21/10/2009 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées aux lieux de travail ;
- Arrêté du 27/06/1994 sur l'accessibilité des ERT ;
- Article R. 4214-26 et 27 du CDT ;
- Circulaire interministérielle DGUHC n°2007-53 du 30/11/2007 modifiée par la circulaire du 20/04/2009 relative à l'accessibilité des ERP (annexe 8) ;
- Arrêté du 20/04/2017 relatif à l'accessibilité aux personnes en situation de handicap des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.

Le bâtiment sera soumis à la Loi n°2005-106 du 11 février 2005 sur l'égalité des droits et permettra l'accueil de personnes en situation de handicap (PSH). Les contraintes qui en ressortent concernent principalement l'accessibilité des accès, l'aménagement des locaux sanitaires avec une cabine WC par catégorie H et F.

Dispositions : le bâtiment sera accessible à tous, y compris les cheminements extérieurs, liaisons entre les voiries et les zones de stationnements.

Une **mission HAND** (conception /réalisation) sera confiée au CT.

#### **7.1.8 Sécurité intrusion**

Les principaux textes permettant d'appréhender la sécurité des zones techniques sont les suivants :

- Instruction ministérielle n°900/ARM/CAB/NP du 15 mars 2021 ;
- Guide de recommandations du CETID sur la protection périmétrique, approuvé par la note n°500713/SGA/SID/CETID du 15/04/2020 ;
- Guide de recommandations CETID concernant le système de contrôle d'accès CIMS, approuvé par la note n°500105/SGA/SID/CETID/DIR du 28/02/2019 ;
- Note n°145/ARM/EMAT/PS-SCOAT/BSI-BDS du 23/04/2019 relative à l'adaptation des standards de protection des installations militaires.

En application de la réglementation sur la protection du secret d'une part et sur la protection des installations militaires d'autre part, ce chapitre vise à définir les exigences techniques relatives à la présente opération.

Concernant le contrôle d'accès, le ministère des Armées déploie sur l'ensemble de ses sites, la carte d'identification multi-services (CIMS). Cette carte embarque une puce électronique destinée notamment à la mise en œuvre d'applications pour la protection des installations et du secret. Les systèmes de contrôle automatique des accès devront donc être compatibles avec la carte CIMS.

Les caractéristiques techniques de cette carte seront communiquées au concepteur.

#### Préconisations pour le bâtiment d'exploitation :

- Les portes d'accès au bâtiment seront sous contrôle d'accès avec carte CIMS ;
- Une alarme de détection intrusion sera installée avec des détecteurs dans les circulations ainsi que sur les menuiseries extérieures.
- Le bureau du chef de dépôt comportera une armoire forte classée SECRET (meublier non compris dans l'opération), un contrôle d'accès sera installé à l'entrée du bureau et du barreaudage sera installé sur la fenêtres.

Ces dispositifs de protection anti-intrusion ne seront activés qu'en dehors des heures de travail du DEA. Le moyen d'exploitation des alarmes intrusion sera positionné dans le local SSI avec renvoi d'alarmes simplifiées vers le PCP de la base.

#### Remontée des alarmes :

Les alarmes intrusions seront remontées vers le PC PROTECTION en utilisant une fibre de 6 brins OM3. Il faudra prévoir tous les équipements (baies, bandeaux optique, switchs, jarretière, etc) nécessaire pour se raccorder sur l'installation existante et la mise en place de l'imagerie sur la supervision. Le linéaire de fibre est estimé à 1000m

#### Sécurisation des locaux

La sécurisation sera assurée par une résistance à l'effraction minimale de 5 minutes pour l'ensemble des menuiseries donnant sur l'extérieur.

A cet effet les ouvrants seront donc équipés de vitrage de sécurité retardateurs d'effraction (vitrage feuilleté).

Le niveau minimal de résistance à l'effraction devra être homogène (fenêtre, porte, serrure) :

- La serrure sera par défaut de type 3 points mécanique.
- Les locaux techniques seront équipés d'une serrure de type 3 points. La clef sera de type protégée.
- Le coffre sera réalisé en acier inoxydable, les vis de fixation ne seront pas accessibles de l'extérieur

### **7.1.9 Cybersécurité**

Conformément à la directive n°39 sous timbre n°399/DEF/DGSIC/SDSSI/DR du 05 juillet 2016 relative à la sécurité des systèmes industriels, la démarche d'homologation est destinée à faire connaître et faire comprendre, aux autorités d'homologation comme aux maîtres d'ouvrages, les risques et enjeux liés à l'exploitation d'un système industriel d'infrastructure (S2I).

Elle est un préalable à l'instauration de la confiance dans les systèmes et dans leur exploitation au quotidien. Cette démarche aboutit à une décision qui constitue un acte formel par lequel l'autorité d'homologation :

- Atteste de sa connaissance du système et des mesures mises en œuvre ;
- Accepte des risques résiduels ;
- Une liste des différents systèmes industriels concernés est dressée.

**Les extensions de la gestion technique CVC de la BA118, du contrôle d'accès et du système incendie** devront être prises en compte dans les dossiers d'homologation des systèmes existants par leur RSSI-A respectif.

### **7.1.10 Gestion des consommations de ressources sur le chantier**

L'équipe de maîtrise d'œuvre en lien avec les entreprises devra prendre des dispositions en vue de limiter les consommations de ressources (eau, électricité, carburant, etc.) au cours du chantier. Une sensibilisation du personnel intervenant sur le chantier à une utilisation économe et rationnelle des différentes ressources sera effectuée.

Des compteurs sectorisés pour l'eau et l'électricité devront être installés et seront relevés chaque semaine. Ces relevés seront consignés dans un registre à disposition dans les bureaux de la base de vie du chantier. En cas d'anomalie détectée, des dispositions seront prises pour y remédier.

## 7.2 Exigences environnementales

### 7.2.1 *Gestion technique du bâtiment (GTB)*

Texte de référence : note n°500738/DEF/SGA/DCSID/RLT/SDGP/BME/SME du 19 février 2013 relative au document technique de référence pour l'installation des compteurs dans les immeubles du ministère.

Les consommations d'énergie nécessaires au chauffage, à la production d'eau chaude sanitaire ainsi que les autres consommations électriques du bâtiment devront pouvoir être mesurées indépendamment des unes des autres.

L'adduction d'eau sera conçue de manière à pouvoir surveiller et gérer les consommations (pour identifier et localiser les éventuelles fuites). Cette démarche sera couplée à d'autres dispositifs techniques permettant d'économiser l'eau (robinets à fermeture automatique, réducteurs de débits, mécanismes double-chasse...).

Suivi des consommations : la maîtrise des consommations d'énergie, le suivi des paramètres de confort et une maintenance efficace nécessitent de disposer d'équipements de mesure sur les paramètres fondamentaux des installations. Il est donc demandé la mise en place effective d'un plan de comptage et d'enregistrement lui permettant de connaître et de relever ces paramètres.

Pour cela les installations seront équipées de dispositifs de comptage et d'enregistrement au minimum sur les flux suivants :

- Entrée des fluides énergétiques (électricité, eau) dans les locaux techniques ;
- Sortie de tous les systèmes thermiques principaux pour le chauffage et l'ECS : PAC, préparateur d'ECS, récupérateur de chaleur ECS, ECS solaire... ;
- Départs principaux sur les circuits de chauffage et d'ECS ;
- Départs principaux des armoires électriques ;
- Température intérieur bureau/hangar ;
- Température extérieur ;
- Défaut machine ;
- Température ECS ;
- Défaut ECS.

Tous les enregistrements seront réalisés au niveau de la GTB. Une alerte sera prévue pour matérialiser une éventuelle fuite.

Aucun déport autre que filaire ne sera admis. Le maître d'œuvre devra prévoir tous les équipements nécessaires pour raccorder la fibre CVC sur l'installation actuelle. Prévoir l'imagerie pour la gestion du CVC.

### 7.2.2 *Qualité des produits et matériaux mis en œuvre*

Les procédés et matériaux retenus pour la construction de l'ouvrage, tant extérieurs qu'intérieurs, seront choisis pour leur durabilité et devront assurer une bonne qualité de vieillissement et une bonne résistance aux agressions extérieures pour un minimum de coût d'entretien. **L'homogénéisation des matériaux sera recherchée.**

Le choix des matériaux et des équipements proposés par le concepteur devra :

- répondre aux usages spécifiques et pour certains intensifs, définis dans le programme ;
- permettre une optimisation des actions en terme d'exploitation-maintenance tant du point de vue durabilité des équipements que réalisation (recherche d'une accessibilité aisée des équipements, d'une fréquence d'entretien réduite...), tout en respectant les différentes contraintes, et ce quelle que soit l'affectation de la prestation correspondante.

Le concepteur devra s'interroger sur les conséquences de ses choix architecturaux et techniques, en matière de maintenance et d'entretien du bâtiment et équipements.

Tous les matériaux mis en œuvre et non traditionnels, devront bénéficier d'un avis technique qui sera produit par les entreprises avant toute commande ou mise en œuvre. Ils seront d'autre part conformes aux exigences des normes françaises ou européennes existantes et à la réglementation. La mise en œuvre des matériaux, éléments ou ensembles sera conforme aux normes Eurocode, aux DTU ainsi qu'aux normes françaises (NF).

### 7.2.3 **Gestion des déchets**

Les déchets de chantier seront traités conformément aux textes suivants :

- notice technique approuvée par DM n°504790/DEF/SGA/DCSID/SDEP du 12/06/09 ;
- recommandation n°T2-200 aux maîtres d'ouvrage publics relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment adoptée le 22/06/2000.

#### Optimisation de la collecte, le tri et le regroupement des déchets de chantier

Le chantier sera organisé de manière à optimiser la collecte, le tri, le stockage et l'évacuation des déchets produits. À ce titre, l'équipe de maîtrise d'œuvre devra identifier et quantifier les déchets qui seront produits au cours du chantier et devra définir les modalités de collecte et de tri de chaque typologie de déchets ainsi que les modalités de suivi, pendant le chantier, des dispositions établies.

Les déchets seront triés et dirigés vers les filières correspondantes selon trois catégories majeures :

- les déchets inertes ;
- les déchets industriels banals (D.I.B) ou déchets non dangereux (D.N.D) ;
- les déchets industriels spéciaux (D.I.S) ou déchets dangereux (D.D).

Les bordereaux de suivi des déchets devront être systématisés pour tous les types de déchets. Ils seront centralisés par une personne unique et conservés sur le chantier.

Toutes les précautions devront être prises lors du stockage des déchets pour éviter toute pollution accidentelle du milieu naturel (aire de tri imperméabilisée, kit anti-pollution, maîtrise des rejets de MES, surveillance et révisions des engins de chantier).

L'évacuation des déchets de chantier devra faire l'objet d'une traçabilité via la plateforme TRACKDECHET pour les déchets dangereux et amiantés, ainsi que pour les terres polluées partant en ISDND, du fait qu'elles soient polluées. La réglementation en vigueur pour le transport de ceux-ci devra également être respectée.

Les documents de traçabilité nécessaire à la gestion des déchets devront être remis au producteur du déchet (CAP, agrément transporteur, arrêté préfectoral des installations de traitement, bordereau de suivi...).

Les BSD dans la version papier de type « CERFA » ne sont plus d'actualités.

Le chargé local de la protection de l'environnement (CLE) doit être sollicité à chaque évacuation pour constater la conformité des déchets sortants en rapport aux BSD générés sur TRACKDECHET.

Le prestataire doit obligatoirement faire valider par le CLE ou un personnel habilité la sortie du déchet avant son transport par un code signature à chaque évacuation du site concerné.

Le SID SO conseille de valoriser si possible les déchets via des entreprises agréées dans la mesure du possible.

#### Réduction des déchets de chantier à la source

L'équipe de maîtrise d'œuvre devra justifier que les modes de construction retenus permettent une réduction de la masse totale des déchets générés. Par ailleurs, des dispositions techniques et/ou organisationnelles devront être prises pour réduire à la source la production de déchets de chantier (limitation au strict minimum des chutes inhérentes à la construction du projet, récupération des emballages de livraison...).

#### Valorisation des déchets de chantier

La valorisation des déchets sera privilégiée autant que possible. À ce titre, l'équipe de maîtrise d'œuvre devra prévoir des dispositions visant à valoriser au mieux les déchets de chantier en adéquation avec les filières locales existantes et s'assurer de la destination adéquate des déchets.

## 7.3 **Spécificités techniques liées à l'opération**

### 7.3.1 **Poste de transformation**

Le SEO installera un nouveau poste de transformation pour subvenir aux besoins nouveaux. Ce nouveau poste dont la puissance est estimée en première **approche à 630 kVA**, alimentera l'ensemble des besoins de la future zone technique.

Les prestations comprises dans l'opération sont :

- L'installation d'un nouveau départ dans le local LT2 de 4x 80A dédié au nouveau bâtiment d'exploitation et au sas ;



- Le départ existant dans le TGBT du DEA sera laissé en attente (réserve équipée) après démolition du bâtiment existant ;
- Une canalisation électrique R2V sera installée en enterrée entre le TGBT du DEA et le nouveau bâtiment sur une longueur d'environ 220m.
- La mise en place de la protection dans le nouveau bâtiment ;
- le raccordement entre le TGBT et le nouveau bâtiment ;
- pour mémoire, tous les tableaux et les raccordements terminaux de tous les matériels (lots CVC, éclairage, prises ...).

## **7.4 Exigences techniques détaillées liées à l'opération**

### **7.4.1 Démolition des bâtiments Z3 et AT 15 actuel**

La prestation comprendra notamment (liste non exhaustive) :

- La démolition des 2 bâtiments fondations comprises avec la prise en compte des résultats des diagnostics amiante et plomb fournis en annexe ;
- La démolition des fondations du bâtiment modulaire (vestiaire féminin) ;
- Les démolitions incluant les équipements tels que la fosse septique, la cuve à fioul enterrée vide actuellement, la cuve à fioul aérienne, ... ;
- La mise en dépôts des éléments à l'extérieur puis transport aux décharges publiques ;
- Les parties de terrain non impactées par la construction du nouveau bâtiment seront remises en état par l'apport de remblais, terre végétale et engazonnement.

Le bâtiment Z3 est équipé d'une chaufferie non ICPE. Cette installation sera démantelée intégralement y compris les tuyauteries enterrées avec dépollution et mise en sécurité complète du local.

Les déchets seront suivis via TRACKDECHETS

Les cuves de fioul enterrées et non enterrées seront extraites selon les dispositions de l'article 28 de l'arrêté du 1er juillet 2004 : les cuves inopérantes sont à vidanger, dégazer, nettoyer. L'entreprise qui intervient dans ce cadre doit fournir un certificat à l'utilisateur garantissant la bonne exécution d'inertage citées ci-dessus.

Après retrait de la cuve, il est demandé de faire vérifier l'état des sols sous la cuve et, en cas de pollution d'en avertir le chargé local d'environnement.

Un diagnostic PEMD portant sur le dépôt principal et secondaire a été réalisé par le SEO en mai 2017. Le plan de démolition, de retrait induit sera suivi via la plateforme DEMAT@MIANTE.

Nota : le prestataire veillera à conserver la chambre de tirage existante A en courants faibles (voir § courants faibles) ainsi que les réseaux existants nécessaires au fonctionnement du nouveau bâtiment (voir § réseaux).

### **7.4.2 Gros œuvre – Structure et dimensionnement**

#### **7.4.2.1 Fondations et infrastructures**

Concernant le pré-dimensionnement des fondations, voirie et parking, l'équipe de maîtrise d'œuvre pourra se référer à l'étude géotechniques de type G1 PGC.

Des études géotechniques de type G2 seront à réaliser en phase conception pour permettre de finaliser le choix des fondations du bâtiment, des structures de chaussées, du parking.

La définition de l'ossature porteuse (béton, acier, lamellé collé...) du bâtiment, complétée par des remplissages de maçonnerie de petits éléments ou du bardage métallique est laissée au libre choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre. Son choix sera dicté également pour respecter les exigences en matière de sécurité incendie (locaux à risques...), d'acoustique et d'intrusion (locaux sécurisés).

#### **7.4.2.2 Charges d'exploitation des locaux**

Les charges d'exploitation à appliquer selon la destination des locaux seront conformes à la norme NF EN 1991-1-1 (mars 2003) - Eurocode 1.

#### **7.4.2.3 Hauteur libre**

La hauteur des plénums permettra le passage de tous les réseaux fluides (selon les choix techniques et architecturaux faits par le maître d'œuvre).

Les hauteurs utiles des locaux sont indiquées dans les fiches espaces.

### 7.4.3 **Toitures/couvertures**

Les menuiseries extérieures (portes et fenêtres), la toiture ou la couverture des locaux, et les façades seront en cohérence et respecteront les prescriptions des réglementations thermique, acoustique et pyrotechnique (Cf :art 3.5.3).

La couverture sera en terre cuite, des crochets d'échelle, une ligne de vie avec dispositifs d'ancrage pour le nettoyage et l'entretien des gouttières ou chéneaux et des descentes d'eaux pluviales seront mis en place. En cas de décrochés de couverture ou des toitures de types différents, des échelles à crinoline seront mises en place afin d'accéder à l'ensemble de la couverture.

Impliquer le CPRP et le conseiller incendie du site pour l'analyse des risques complémentaires Le SID SO rappelle que trop d'accidents surviennent en toiture et que le MOU se doit de concevoir des cheminements et des accès sécurisés pour les opérations de maintenance ultérieures en toiture. Pour se faire le CSPS, dans la phase conception de sa mission émettra un avis formalisé sur les dispositifs et équipements choisis pour accéder toiture, cheminer et intervenir en toiture.

### 7.4.4 **Façades**

Les parois extérieures présenteront des qualités thermique, acoustique, de sécurité, d'étanchéité, de durabilité et d'entretien. Les parements extérieurs seront inaltérables.

Les façades devront être traitées de manière à résister à différentes agressions :

- Traitement antisalissure des pieds des murs ;
- Traitement des écoulements le long des façades de manière à éviter l'apparition de coulures ;
- Protections antichocs en limite de voirie et aires de stationnement le cas échéant.

### 7.4.5 **Menuiseries extérieures et protections solaires**

Toutes les fenêtres extérieures seront en PVC ou en aluminium à rupture de pont thermique.

#### 7.4.5.1 **Éléments vitrés**

Les éléments vitrés posséderont un indice d'affaiblissement acoustique adapté aux isolements acoustiques nécessaires (Cf art :8.1.4). Ils seront adaptés aux contraintes pyrotechniques de la zone (Cf art 3.5.3).

#### 7.4.5.2 **Protections solaires et occultations**

Les façades Sud, Est et Ouest notamment seront équipées de brise-soleil dans le cas de mise en place de menuiseries vitrées. La simulation thermique dynamique déterminera le type de brise-soleil (horizontal ou vertical). Les stores intérieurs sont à proscrire. Les protections solaires devront permettre l'accès des pompiers.

Des volets roulants électriques équiperont toutes les menuiseries extérieures vitrées, hors sanitaires. Une commande murale permettra de gérer l'ouverture et la fermeture des volets roulants.

Dans le cadre de la sécurité incendie les volets roulants devront être débrayables aisément depuis l'intérieur. La manivelle le permettant sera mise en place à proximité du volet roulant le plus accessible.

#### 7.4.5.3 **Portes piétons d'accès et secours**

Des accès piétons et des issues de secours seront définis selon la conception de l'équipe de maîtrise d'œuvre.

Les portes donnant sur l'extérieur et les issues de secours des bâtiments seront :

- métalliques ;
- ouvrantes vers l'extérieur ;
- munies d'un ferme-porte et d'une barre anti-panique.

### 7.4.6 **Cloisonnements et doublages**

En fonction du cloisonnement à créer, les cloisons seront de type fixe et devront :

- satisfaire aux exigences de sécurité ;
- posséder un tracé évitant toutes saillies et arêtes vives. Si le cas venait à se présenter, les angles seront protégés par des baguettes de protection d'angle en acier inoxydable de 2 m de haut et de 3 cm de côté ;
- avoir un degré coupe-feu approprié en fonction de leur localisation et notamment autour des locaux à risques. Les matériaux ne devront pas présenter de risques particuliers en cas d'incendie (gaz toxiques, fumées...) ;

- tous les angles saillants devront recevoir une cornière d'angle "pare-chocs" métallique jusqu'à 2,0 m de hauteur ;
- être protégées contre les chocs par des panneaux de protection sur une hauteur de 1,30m ;
- garantir des performances acoustiques ;
- garantir un entretien aisé ;
- supporter les agents chimiques d'entretien ;
- être dans les locaux sanitaires et humides insensibles à l'humidité et aux produits d'entretien.

#### **7.4.7 Menuiseries intérieures – Équipements – Mobiliers**

##### **7.4.7.1 Portes intérieures**

De manière générale, les portes devront faciliter les flux de circulation des personnes et produits.

La maîtrise d'œuvre devra être force de proposition quant à la typologie de portes à adopter. Elles seront à entretien réduit pour limiter les charges financières importantes.

La maîtrise d'œuvre sera libre de proposer le traitement et le type de portes qu'il jugera comme étant le mieux adapté à son projet d'ensemble à condition de respecter les prescriptions suivantes :

- toutes les portes présenteront des dimensions à minima conformes aux normes handicapées et un degré pare-flamme ou coupe-feu adapté aux exigences de la réglementation incendie ;
- l'ensemble des portes assurera une excellente isolation acoustique ; les joints d'étanchéité à l'air seront particulièrement soignés ;
- tous les équipements des portes seront de bonne qualité, robustes afin de pouvoir résister à un usage très intensif. Les portes des circulations, zones de stockage seront particulièrement robustes, protégées contre les chocs par des panneaux de protection sur 1.30 m de haut pour résister à de nombreuses sollicitations et facilement manœuvrables ;
- toutes les portes seront équipées de poignées renforcées avec plaques de propreté de type ½ lune en acier inox ;
- un arrêt de porte et/ou butoir mural sera prévu pour chaque porte ;
- il n'y aura pas de ressaut sur l'ensemble des seuils des portes pour pouvoir faciliter les livraisons par transpalettes, chariots manuels.
- Portes d'accès aux bureaux et locaux communs :
  - L'ensemble des portes intérieures sera à âme pleine avec un dispositif de protection métallique en partie inférieure sur la largeur de la porte, sur une hauteur minimale de 50 cm, avec une épaisseur minimale de 2 mm. Elles seront fixées sur 3 points et munies de joints périphériques
  - Les portes des locaux humides seront détalonnées et traitées contre l'humidité.
- Portes d'accès aux locaux techniques :
  - Elles seront entièrement métalliques y compris huisseries, à un vantail. L'ensemble des portes sera conforme aux exigences de sécurité incendie.
- Portes situées dans les circulations
  - Chaque vantail sera équipé d'un oculus. Leur constitution (nature, épaisseur, joints) respectera les caractéristiques du bloc porte associé. Chaque face de l'oculus sera en vitrage de sécurité. Chaque oculus sera centré sur la moitié supérieur des ouvrants.

##### **7.4.7.2 Signalétique**

Toute la signalétique sera due au titre de l'opération, elle comportera :

- l'identification de la totalité des locaux ;
- des plans généraux du bâtiment avec les sens de circulation ;
- la signalétique sécurité incendie.

Numéro de bâtiment : un panneau de dimension 500x400 mm sera fourni et posé sur la façade de l'ouvrage. Il sera en matériau inaltérable, revêtu d'un numéro à 3 chiffres avec deux couleurs : l'une pour le numéro et la bordure (bleu foncé), et l'autre pour le fond (blanc). Le numéro sera déterminé par l'USID locale.

Panneau d'inauguration : un panneau d'inauguration en verre feuilleté d'une dimension de 600x400 sera fourni et posé sur la façade de l'ouvrage. La gravure sera réalisée par sablage à l'arrière du verre (côté mur). La face avant restera lisse. Les pattes de fixation et entretoises de 20 mm seront en inox et l'accrochage sera à déterminer en fonction de la nature du support.

Locaux : chaque local sera équipé d'une signalétique primaire composée de 3 chiffres (XXX), correspondant au numéro du local. Une signalétique secondaire sera mise en place par fonction et par bureau. Cette signalétique sera réalisée par un cadre porte-étiquette :

- non collé ;
- champ d'écriture 140x200 mm, protégé par une feuille rigide de plexiglas à 1,60 m de hauteur du sol fini ;

Pour certains locaux particuliers (sanitaires...) des pictogrammes normalisés seront fixés sur les portes. Il sera également prévu la signalétique incendie conforme à la norme NF-X 08.070.

#### **7.4.7.3 Organigramme**

Toutes les portes des locaux du bâtiment, à l'exception des sanitaires, seront équipées de serrures (magnétiques ou mécaniques). Un organigramme des clefs sera établi en phase conception. Cet organigramme comprendra :

- un passe général (nombre d'exemplaires restant à définir) ;
- des clés individuelles par locaux.

#### **7.4.7.4 Équipements et mobiliers**

La fourniture des mobiliers de bureau (bureaux, chaises, armoires...) n'est pas à prévoir dans le cadre du projet. Les exceptions sont signalées dans les fiches espaces.

#### **7.4.8 Revêtements et peinture**

Les exigences en terme de revêtements de sols, murs et plafonds présentées dans les fiches espaces seront prioritaires aux prescriptions du présent chapitre.

Le concepteur limitera les différentes natures de matériaux et les choisira en fonction de leurs facilités d'entretien et de remplacement et suivant les fonctionnalités de chacun des locaux du bâtiment.

##### **7.4.8.1 Revêtements de sols**

De manière générale, en raison du type d'occupation et du grand nombre de passages entre l'intérieur et l'extérieur, les revêtements de sols seront ultrarésistants et facilement lessivables.

Les revêtements de sols seront U4P3 minimum, classement E et C conforme au CSTB. Le concepteur évitera les revêtements glissants, fragiles et présentant des différences de niveau.

Le projet prévoit la mise en place des types de revêtements de sol suivants :

- grès cérame dans les locaux tertiaires (bureaux, circulation...) et locaux humides ;
- béton ciré ou résine ou chape béton dans les locaux techniques et les locaux de stockage ;
- plancher technique pour certains locaux spécifiques.

Tous les changements de matériaux entre locaux seront traités avec des barres de seuils posées mécaniquement ou scellées au sol.

Tous les accès usagers et utilisateurs aux locaux communs (partie administrative) du bâtiment comporteront :

- à l'extérieur : une grille gratte-pieds ;
- à l'intérieur : un tapis essuie-pieds encastré en sol.

Le concepteur veillera à ce que les tapis et grilles gratte-pieds (posés ou encastrés) ne gênent pas la progression des fauteuils roulants et des personnes en situation d'handicap.

##### **7.4.8.2 Revêtements muraux**

La définition des revêtements muraux se résume ainsi :

- toile de verre avec peinture lessivable pour les bureaux... ;
- faïences permettant un nettoyage à grande eau dans tous les locaux sanitaires (vestiaires, douches, WC...), du sol jusqu'à une hauteur minimale de 2 m (toute hauteur pour les douches)
- les murs des sanitaires et des pièces humides seront entièrement lessivables ;
- panneaux de protection sur une hauteur de 1,30 m pour pérenniser les murs, notamment dans les circulations.

Le concepteur privilégiera des couleurs claires et très agréables.

Les équipements isolés (lavabos, prises d'eau, vidoir...) seront dotés de faïences sur une hauteur de 0,60 m en partie supérieure de l'équipement et avec un débord de 20 cm de part et d'autre.

#### 7.4.8.3 Plafonds et faux-plafonds

Les systèmes et matériaux adoptés devront :

- répondre aux exigences d'hygiène et de nettoyage ;
- répondre aux conditions générales de stabilité, durabilité, isolation ;
- répondre aux contraintes acoustiques et pyrotechniques du site ;
- répondre aux exigences de sécurité incendie ;
- avoir des qualités esthétiques.

Afin de faciliter l'accès aux réseaux techniques en plénum, le concepteur privilégiera la mise en place de faux-plafonds démontables.

Les performances d'isolation acoustique induiront la pose de plafonds à très haute performance acoustique (ex : plaques perforées avec doublage de laine minérale). Pour les locaux humides, ils répondront également aux exigences de tenue à l'hygrométrie ambiante.

#### 7.4.9 Courants forts

##### 7.4.9.1 Généralités courants forts

Tous les travaux électriques seront conçus et réalisés conformément aux normes NF C 13-100 et 15-100.

L'alimentation principale du bâtiment cheminera depuis le nouveau poste de transformation via des fourreaux et chambres de tirage jusqu'à la pénétration dans le bâtiment.

Il sera prévu la réalisation de l'ensemble des installations électriques du nouveau bâtiment :

- armoire principale dans le bâtiment (APB) placée dans un local technique prévu à cet effet. Elle assurera la protection de la totalité des circuits électriques du bâtiment ;
- armoires divisionnaires réparties par secteurs alimentées depuis l'APB, elles alimenteront (liste non exhaustive) :
  - les circuits d'éclairage intérieur et extérieur ;
  - toutes les prises de courant ;
  - des tableaux à usages particuliers (génie climatique, ECS,...) ;
  - l'alimentation en attente des coffrets DIRISI ;
- distribution terminale : relative à l'alimentation de tous les appareils et appareillages électriques. Les câbles chemineront soit sur chemins de câbles, sous fourreaux sous dallage béton, sous tubes IRL ou acier.

Tous les réseaux électriques (courants forts/faibles) seront placés sous goulotte PVC dans les zones apparentes, sur chemin de câble dans les pléniums. Les goulottes seront à deux compartiments et deux couvercles. Les traversées du gros-œuvre se feront sous fourreaux. Un compteur d'énergie électrique télé relevable comptabilisant la consommation du bâtiment, sera mis en place.

##### 7.4.9.2 Éclairage des locaux

Les niveaux d'éclairement minimum des locaux sont indiqués dans les fiches espaces. Ils répondront aux normes européenne : NF EN 12464-1 de 2021.

##### Type d'éclairage et de commande des différents locaux

Les luminaires seront de type LED. Le concepteur devra respecter les exigences suivantes :

- respect de la norme EN 12464-1 avec une gestion des éblouissements sous  $65^\circ < 1500 \text{cd/m}^2$ , UGR <19, conforme à la norme EN 62471 en étant GP 0 ou 1 ;
- une température de couleur de 4 000 K, une durée de vie supérieure ou égale à 50 000 heures et un scintillement <10% ;
- de haute efficacité (100 lm/W minimum dans les bureaux), son IRC sera supérieur ou égale à 85 ;
- l'appareillage sera maintenable (driver et module LED séparément).

#### 7.4.9.3 *Prises de terre et liaisons équipotentielle*

Un circuit de terre à fond de fouille sera créé sur la périphérie du bâtiment. Conformément à la norme NF C15-100, il sera réalisé la pose de terre et toutes les liaisons équipotentielles de :

- structures métalliques intérieures et extérieures du bâtiment ;
- la totalité des équipements métalliques comme les chemins de câbles ;
- le contact de terre des socles de prises de courant ;
- les canalisations de chauffage et d'eau, les siphons de douches ;
- les planchers techniques s'ils existent ;
- les chemins de câbles métalliques.

#### 7.4.10 **Courants faibles**

La prestation consiste à équiper le futur bâtiment de réseaux câblés et les raccorder aux réseaux téléphoniques et informatiques du DEA.

##### 7.4.10.1 *DIRISI*

La DIRISI Bordeaux, référent du ministère des Armées en téléphonie et informatique, a produit une Fiche d'Expression de Besoin (FEB) sur ces deux domaines.

Cette FEB exprime les besoins nécessaires pour la réalisation d'un réseau informatique et téléphonique, tout en définissant les besoins en câbles fibre optique et téléphonique.

Le concepteur devra se reporter aux prescriptions de cette FEB.

#### 7.4.11 **Équipements spécifiques des locaux en courant fort / courant faible**

##### 7.4.11.1 *Circuits prises classiques*

Dans tous les locaux, la distribution électrique se fera par l'intermédiaire de goulottes périphériques à double compartiment (courant faible/fort) avec PC et RJ 45 intégrés.

Afin d'exclure tout recours à l'utilisation de multiprises, une attention particulière sera apportée sur le nombre de prises installées dans chacune des pièces. Ces prises seront régulièrement réparties dans les différents locaux.

**Les locaux et circulations seront** équipés d'une prise de courant pour 10 m<sup>2</sup> ou 10 ml (minimum 1 prise) placée à la périphérie. Les indices de protection (degrés IP) seront adaptés aux influences externes présentes dans les locaux.

##### 7.4.11.2 *Poste de travail*

Les postes de travail de chacun des personnels seront équipés de :

- 2 prises de courant (230V – 2 P+T – 10/16A) dédiées à l'informatique, avec socle de couleur rouge non ondulées ;
- 1 prise de courant « normale » (230V – 2 P+T – 10/16A) ;
- 1 prise RJ 45, (1 prise pour le téléphone) ;
- micro switch de 4 RJ 45 fourni par RDIP (pour l'accès Internet) ;
- dispositif de consignation par clef.

Le nombre et la localisation des postes de travail sont précisés dans la FEB DIRISI.

##### 7.4.11.3 *Sonorisation*

Le plafond de la circulation de la zone des bureaux sera muni de haut-parleurs. Une liaison entre le coffret sonorisation situé dans le local DIRISI et les hauts-parleurs sera installée. Les travaux seront réalisés conformément à la FEB DIRISI.

#### 7.4.12 **CVC**

##### 7.4.12.1 *Ventilation et traitement de l'air*

D'une manière générale, tous les locaux seront ventilés pour garantir la maîtrise des odeurs et des sources de pollution à l'intérieur des locaux au regard de l'environnement spécifique que constitue le dépôt. La ventilation hygiénique des locaux devra également tenir compte de l'occupation des locaux (occupation continue ou discontinue) et tout recyclage, même partiel, de l'air vicié dans le circuit d'air neuf est interdit. Le concept de ventilation devra surtout tenir compte des contraintes majeures qu'engendrent les nuisances acoustiques du site et la qualité d'air dans le dépôt.



#### 7.4.12.2 Ventilation des locaux communs

Les locaux respecteront les exigences du Code du travail et du RSD qui sont les suivantes :

- Bureaux simple et double, locaux sans travail physique : 50 m<sup>3</sup>/h par occupant ;
- Bureau 5 occupants : 30 m<sup>3</sup>/h par occupant.
- Local de stockage : 0,3 vol/h ;
- Salle de réunion, instruction, réfectoire : 30 m<sup>3</sup>/h par occupant.

#### 7.4.12.3 Ventilation des locaux sanitaires

Les locaux sanitaires respecteront l'exigence suivante : apport d'air neuf de 30 + 15 N [m<sup>3</sup>/h/local] avec N = nombre d'appareils. L'air sera extrait mécaniquement selon le même débit que le volume d'air entrant.

La ventilation des locaux humides sera maintenue en service permanent.

#### 7.4.13 **Rafrachissement – Climatisation**

Dans le local DIRISI, un système de climatisation permettra le traitement climatique et la bonne filtration de l'air ambiant.

Pour une meilleure efficacité du process et une limitation des consommations d'énergie, un contrôle de l'étanchéité à l'air de l'enveloppe du local rafraîchi ou climatisé sera réalisé, l'objectif à atteindre sera de  $Q_{4Pa\_surf} = 0,6 \text{ m}^3/\text{h}/\text{m}^2$ .

#### 7.4.13.1 Brasseurs d'air

Mise en place de brasseurs d'air fixés au plafond de type ventilateur de plafond sans pales, réversibles. Le matériel installé aura un faible niveau sonore.

Commande filaire positionnée à l'entrée de la pièce. Trois vitesses minimum, adaptées au volume de la pièce.

Le nombre et la localisation des brasseurs d'air sont précisés dans les fiches espaces.

#### 7.4.14 **Plomberie – Sanitaire – Gestion des fluides**

##### 7.4.14.1 Adduction d'eau

L'alimentation en eau du bâtiment se fera à partir du réseau d'adduction d'eau existant. Tous les équipements du réseau seront agréés « qualité sanitaire ».

Le réseau de distribution Eau Froide sera calorifugé pour une mise hors gel, pour éviter tout risque de légionellose par réchauffement au travers du réseau ECS.

Le réseau intérieur de distribution d'eau froide sera équipé de toutes les dispositifs réglementaires.

##### 7.4.14.2 Réduction de la consommation en eau potable

Afin de maîtriser la consommation d'eau, déceler des anomalies de consommation (fuites éventuelles), un compteur d'eau sera mis en place dans le bâtiment (locaux techniques, chauffage ECS).

Les blocs sanitaires (WC, lavabo, urinoir, point d'eau) seront isolables individuellement par vanne de coupure pour faciliter la maintenance.

Les concepteurs identifieront les postes consommateurs d'eau potable et justifieront l'utilisation éventuelle de réducteur de pression ponctuel. Ainsi, afin de limiter la consommation en eau potable, les équipements sanitaires devront satisfaire les exigences suivantes :

- les sanitaires seront équipés de matériel hydro-économe de type chasse d'eau double flux, mousseurs, robinets temporisés...
- les robinetteries de maintenance des réseaux seront facilement accessibles par le personnel de maintenance ;

##### 7.4.14.3 Eau chaude sanitaire

Le principe de production d'eau chaude sanitaire sera conforme aux conclusions de l'étude énergétique. Elle sera dédiée à un usage plutôt assimilable à du domestique (douche, évier, lavabo...).

#### 7.4.14.4 Équipements de plomberie sanitaire

Les cabinets d'aisances seront **séparés pour le personnel féminin et masculin**, les besoins en équipements sanitaires seront conformes aux exigences suivantes :

Chaque bloc sanitaire H/F comportera au-moins un espace accessible aux Personnes en Situation de Handicap (PSH).

L'installation de limiteurs et réducteurs de débits sera prévue de façon à limiter la consommation d'eau potable sans devoir modifier le confort des utilisateurs (chasse d'eau double-flux, temporisateurs, mousseurs...).

Les sanitaires seront équipés de matériels résistants et adaptés afin de limiter les risques de détérioration. Un soin particulier sera apporté à la facilité d'entretien de l'ensemble de l'espace sanitaire par l'utilisateur.

Un vidoir sera installé dans les sanitaires, il sera alimenté en eau froide et en eau chaude.

Les équipements sanitaires auront les caractéristiques suivantes :

- Sanitaires :
  - WC : bloc complet avec réservoir de chasse en porcelaine attenant 3/6 litres, mécanisme à bouton-poussoir double chasse, abattant et distributeur de papier hygiénique ;
  - lavabo : sur pied de largeur 60 cm, robinet mitigeur chromé à tête céramique, miroir 60x40 cm et distributeur de savon ;
  - sèche-mains à air pulsé avec commande temporisée par détecteur ;
  - patère.
- Espace douche-vestiaire :
  - douche : avec robinet mitigeur thermostatique + rampe de douche + douchette + flexible 2ml, équipée d'un porte-serviette et d'un repose-savon ;
  - vestiaire avec 1 casier 60x60 cm par pax et un banc de 50 cm.
- Entretien des communs :
  - vidoir mural : avec grille porte seau et mélangeur à bec mobile.
- Réfectoire :
  - évier : encastré dans un plan de travail, robinet mitigeur chromé à tête céramique.

#### 7.4.14.5 Assainissement – Eaux usées

L'ensemble des effluents (eaux usées, eaux pluviales, polluées issues du fonctionnement du bâtiment) du projet devra être géré par le concepteur. Voir articles réseaux (3.1.10) et IOTA (8.1.5.2).

Raccordement des EU

- Installation sanitaires : les eaux usées et eaux vannes seront collectées pour rejoindre une fosse toutes eaux avant leur épandage dans le milieu naturel au travers de drains enterrés. Ce dispositif ne doit pas accueillir les eaux pluviales (eaux de ruissellement et eaux de toitures).

#### 7.4.14.6 Assainissement – Eaux pluviales

Voir article réseaux (3.1.10) et IOTA (8.1.5.2)

#### 7.4.15 Aménagements extérieurs

Les aménagements extérieurs suivants seront nécessaires :

- la réalisation de tous les abords du bâtiment (trottoir, éclairage extérieur, espace fumeur...) ;
- la mise en place d'un système d'assainissement autonome ;
- le déplacement de la barrière d'accès au dépôt ;
- la réalisation de trois places de stationnement VL, dont 1 place PSH.

##### 7.4.15.1 Abords du bâtiment

Le bâtiment du DEA disposera des aménagements suivants :

- un trottoir périphérique d'une largeur de 1,40 m ;
- le concepteur établira un schéma de circulation des piétons dans le dépôt, l'objectif attendu est de faciliter autant les flux de véhicules que celui des personnes mais de garantir prioritairement la sécurité de ces derniers ;

- la signalétique des voiries (signalisations verticales et horizontales pour assurer la sécurité d'usage des voiries) ;
- un éclairage extérieur sur l'entrée principale, les abords du bâtiment et le cheminement piétonnier.

Les voies de circulation et les aires de stationnement de la zone DEA sont globalement en bon état. Il sera prévu les travaux liés aux voiries de VRD nécessaires pour permettre la desserte du nouveau bâtiment.

#### 7.4.15.2 *Système d'assainissement autonome*

L'absence d'un réseau de collecte des Eaux Usées (EU) sur le dépôt principal des essences de la BA118 impose la mise en place d'un système d'assainissement autonome pour traiter les eaux usées du futur bâtiment. L'équipement sera dimensionné en tenant compte des installations sanitaires (douches, WC...) présentes dans le bâtiment.

#### 7.4.15.3 *Déplacement de la barrière d'arrêt*

L'opération intégrera le déplacement de la barrière d'arrêt existante au niveau du bâtiment Z3. Cette barrière sera déplacée au niveau du bureau secrétariat du nouveau bâtiment. Le bureau secrétariat disposera d'un visuel sur celle-ci ainsi que de la commande d'ouverture/fermeture.



#### 7.4.15.4 *Places de stationnement VL*

Au titre de la présente opération, il sera réalisé :

- 1 place de stationnement PSH située à proximité de l'entrée principale du bâtiment ;
- 2 places de stationnement équipées d'une borne de recharge électrique de 7,4 kW. Il ne sera prévu que la mise en place des fourreaux et la réserve électrique depuis le TGBT du poste Y8 conformément au rapport de l'étude électrique.

Les places seront selon les résultats de l'étude géotechnique le moins imperméabilisés possibles. Le maître d'œuvre étudiera la possibilité de places de stationnement perméables et drainants de manière à infiltrer les eaux de pluies le plus possible in-situ.

### 7.5 **Orientation pour la conception du bâtiment**

#### 7.5.1 *Généralités du concept*

Les exigences techniques du programme décrivent les diverses considérations techniques et caractéristiques des éléments à prendre en compte pour la conception.

Les exigences générales résultent des contraintes et/ou options fixées par le maître d'ouvrage. Elles sont exprimées principalement sous forme **d'obligation de résultats**.

Cependant, lorsqu'il est fait recours à des descriptions de solutions, en particulier dans les fiches détaillées, celles-ci doivent, en règle générale, être considérées comme la solution de base et non des freins à l'imagination des concepteurs, qui restent libres d'atteindre le résultat recherché par d'autres méthodes, moyens, sources de propositions.

D'une manière générale, le bâtiment recevra un traitement architectural (revêtements mur et sol...) **simple et harmonieux**, répondant aux plus justes besoins.

Les méthodes de construction du bâtiment devront permettre de répondre aux exigences de rapidité d'exécution, de performances thermique et acoustique, de réduction des coûts. Il est rappelé qu'ayant un objectif de modération économique, le maître d'œuvre sera tenu d'optimiser les surfaces aux stricts besoins définis.

### **7.5.2 Conception architecturale**

Les directives en matière d'architecture et de construction ont pour objectif d'obtenir : une architecture militaire de qualité. Elle devra être représentative en tentant de marquer le lieu, car participant au balisage du DEA.

### **7.5.3 Un équipement confortable et agréable**

Une attention particulière sera apportée pour obtenir un projet avec une bonne lisibilité des espaces intérieurs comme extérieurs et une bonne organisation générale du bâtiment et des aménagements extérieurs.

Les performances sur les plans **thermique, acoustique, de qualité d'air et visuel** joueront un rôle capital pour que les utilisateurs bénéficient d'excellentes conditions de travail été comme hiver.

### **7.5.4 Des choix constructifs adaptés et performants**

Les principaux critères à retenir pour les constructions seront les suivants :

#### **7.5.4.1 Robustesse**

Le choix constructif sera adapté à l'ouvrage et à sa durée de vie. Il en sera de même pour les équipements qui devront rester fonctionnels et répondre au juste besoin de fonctionnement.

Leur solidité et l'économie de leur fonctionnement seront des critères de choix préférentiels.

Il sera recherché une durabilité d'au-moins cinquante ans sur l'ensemble des infrastructures à édifier.

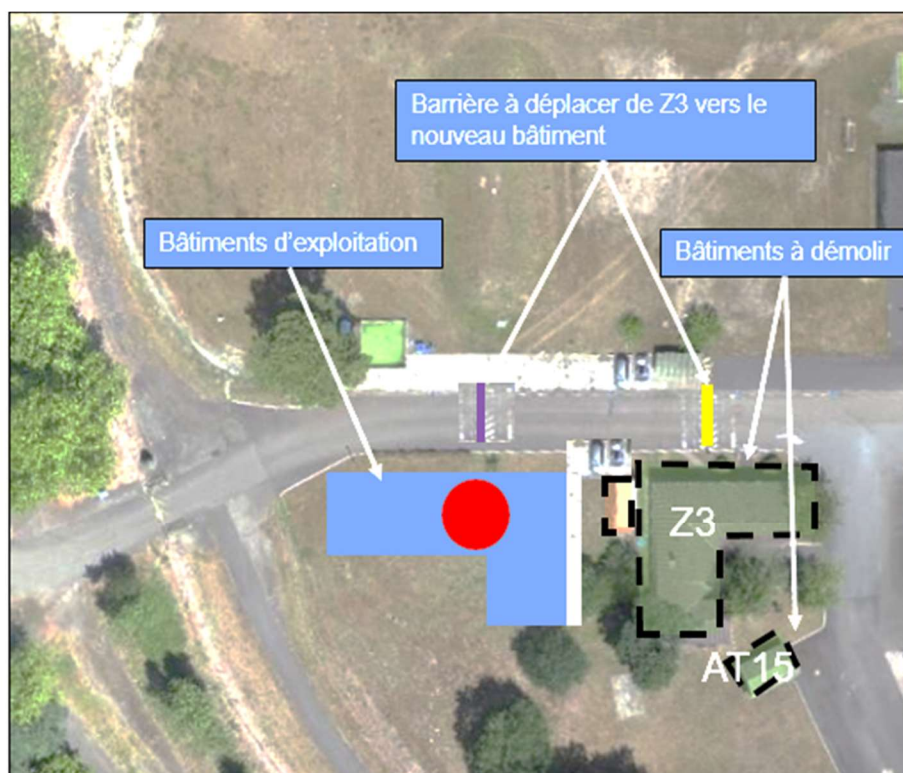
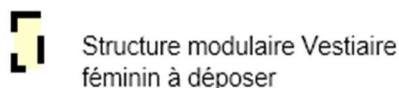
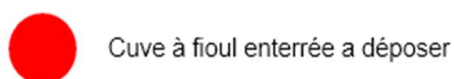
## 8 HYPOTHÈSE D'AMÉNAGEMENT DE LA ZONE TECHNIQUE

### 8.1 Principe général

Les aménagements présentés sur le plan ci-après ne sont que des hypothèses de travail, ils présentent un scénario d'implantation du bâtiment répondant aux besoins et surtout à l'organisation fonctionnelle du DEA. **Le concepteur restera toutefois totalement maître de son projet et libre de proposer des solutions alternatives adaptées au mieux aux besoins du DEA.**

Le futur aménagement prévoit la construction d'un bâtiment d'exploitation à proximité de l'entrée du DEA. Il nécessitera le déplacement de la barrière d'accès actuelle au DEA.

A l'issue de la construction, les bâtiments Z3, le local extincteur AT15, la structure modulaire du vestiaire féminin, la cuve enterrée située sous l'emplacement du futur bâtiment, la cuve aérienne FOD et la fosse septique seront intégralement démolis, fondations comprises.



### 8.2 Contraintes et phasage liées à la proposition d'aménagement

Le bâtiment administratif existant devra continuer à fonctionner durant la phase travaux.

A ce titre, un phasage fin entre les différents intervenants (entreprises et exploitant du dépôt) sera primordial pour assurer la bonne réalisation de cette opération, il sera le suivant :

- phase 1 : installation de la base vie et d'une clôture de chantier en périphérie du bâtiment administratif actuel, dépose de la cuve enterrée ;
- phase 2 : construction du nouveau bâtiment d'exploitation ;
- phase 3 : livraison du bâtiment et dépose de la clôture provisoire, aménagement des voiries de liaison entre le nouveau bâtiment et celles du DEA, reprise des voiries existantes, déplacement de la barrière ;
- phase 4 : déplacement de la clôture provisoire sur le secteur à démolir, démolitions des 2 bâtiments, de la structure modulaire, de la cuve aérienne, aménagement du parking, retrait de la base vie.

## 9 MODALITÉS DE RÉALISATION

### 9.1 Exigences, contraintes en phase de réalisation

#### 9.1.1 Accès à l'emprise – Contrôles primaires

L'attention est attirée sur les points suivants :

- Le délai d'autorisation d'accès au site sera d'environ 3 mois en raison des contrôles primaires ;
- Le plus tôt possible, le titulaire et ses sous-traitants feront parvenir une fiche individuelle de contrôle primaire, pour l'ensemble du personnel susceptible d'accéder au site.

#### 9.1.2 Horaires

Les horaires de la base aérienne 118 sont les suivants :

- Du lundi au jeudi de 07h50 à 17h15 ;
- De 07h50 à 15h40 le vendredi.

Les travaux seront réalisés pendant les heures de présence normales, à l'exception de ceux qui nécessiteraient un arrêt des installations ou occasionneraient une gêne pour les utilisateurs. Toute dérogation à l'horaire normal de travail devra faire l'objet d'une autorisation du chef du DEA.

#### 9.1.3 Chantier

##### 9.1.3.1 Circulation, accès et sécurisation en phase travaux

Le chantier devra être clôturé, fermé chaque soir. La clôture sera de type HERAS avec 2,00 m de hauteur. Un secteur regroupant les locaux de chantier sera installé à l'intérieur de la zone.

Les grues de chantier posséderont des balises lumineuses et marquages pour assurer leur présence aux survols des aéronefs. Des modalités de coordination entre les activités aéronautiques de la base et l'entreprise de travaux pour la mise en œuvre de la grue mobile.

#### 9.1.4 Prévention

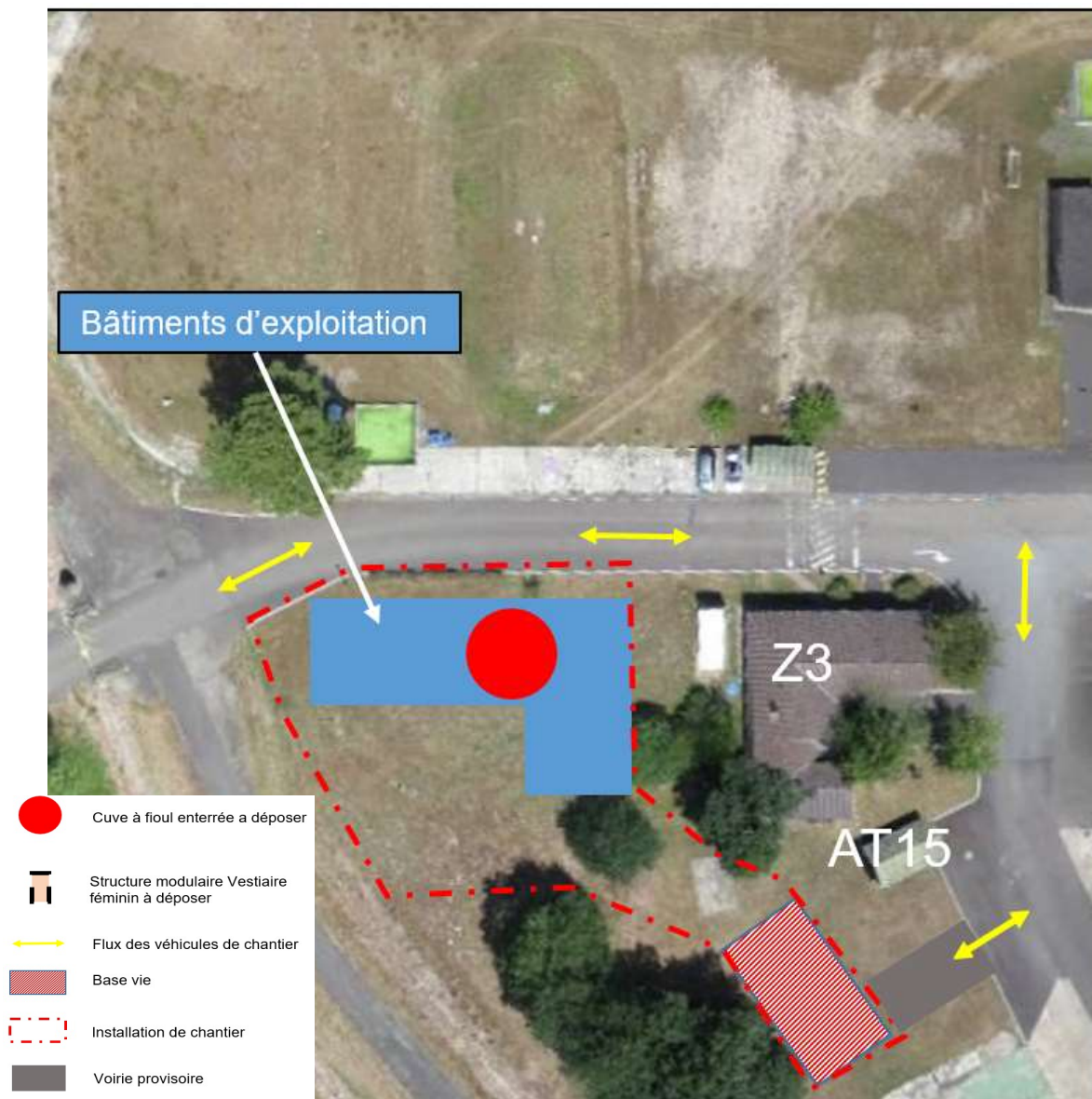
Les accès au chantier se feront via l'entrée principale de la base.

Le chantier sera clos et dépendant. Pendant la totalité des travaux, le DEA et la BA 118 continueront leurs activités quotidiennes. Il y aura donc des risques d'interférences entre les engins de chantier et la circulation et activités militaires courantes. Une coordination générale avec l'utilisateur (gestion de la circulation à l'intérieur du quartier, des fluides, des interférences avec entreprises extérieures) devra être prévue.



### 9.1.5 Proposition pour les installations de chantier-phases 1 à 3

Les installations de chantier pour les 3 premières phases comprendront :



#### 9.1.6 Proposition pour les installations de chantier- phase 4

